



## SOMMAIRE

## PLEIN LA VUE !

Jean-Pierre L. Collignon / Page 3

..., SEMIRA, ..., MAWDA,  
ET CETERA

Alexandre Penasse / Pages 4-6

IMPÉRIALISME CONTRE EMPIRE  
(2)

Jean-Claude Paye / Page 7

## BIENVENUE EN FILIGRANIE !

A.P. / Pages 8-9

DE LA SACRALITÉ POLITIQUE.  
ENTREVUE AVEC MARC  
WEINSTEIN

Bernard Legros / Pages 10-11

RENCONTRE  
AVEC ROB HOPKINSThierry Bourgeois et Laetitia Harutunian  
Pages 12-14

## RÉPONSE À ROB HOPKINS

La rédaction / Page 15

LES TECHNOLOGIES DE POINTE  
ONT-ELLES UN AVENIR ?

Paul Lannoye / Pages 16-17

LE SOIR NOTRE NOUVELLE  
RUBRIQUE POUR S'ENDORMIR

A.P. / Page 17

A QUAND DES RÉPARATIONS  
POUR LES DETTES COLONIALES ?

Robin Delobel / page 18

LA RECETTE DRAMATIQUE  
D'UNE ÉCOLE INÉGALITAIRE

Dalila Van den Berghe / page 19

SE REMETTRE  
D'UNE CATASTROPHE

Pablo Servigne &amp; Raphaël Stevens / Page 20

## FILS DE PUB

Alain Adriaens / page 21

## VU, LU, ENTENDU

Page 22

## BRÈVES

Page 23

## ILLU LIBRE/AGENDA

Page 24

OSER ATTAQUER  
LA PÈGRE

Illustration : Roland de Wind

Le travail de vérité expose, quand on s'attaque réellement aux plus infâmes et signifiantes manifestations du pouvoir, au risque de terminer une balle dans la tête. C'est le danger quand on révèle les arcanes de cette putréfaction sociale qu'est le vol politiquement organisé, à l'instar de l'épisode du Kazakhgate, qui donne à la démocratie la seule valeur de l'apparat. Révélant la composante mafieuse de la politique, ces formidables crimes de dépossession de la masse sont aussi loin d'être « sans nom, sans visage, sans parti », comme le feignit superbement à propos de la finance, cousine des politiques mafieuses, celui qui en fut aussi l'architecte<sup>(1)</sup>.

Face à une horde de journalistes qui la ferment, l'action de la petite minorité qui l'ouvre réellement expose donc à de potentiels dangers. Toujours occupés à s'auto-persuader, en nous persuadant, qu'ils sont libres de dire ce qu'ils veulent, nous ne devons pas attendre de la caste des journalistes qu'ils creusent les problèmes jusqu'à leurs racines et dévoilent le mal immanent au système productiviste. Il ne faudrait pas aller trop loin, ils disent ce qu'ils veulent sous une et une seule condition : qu'ils n'aient pas « librement » l'envie de tout dire. Face à l'absence de réponses d'une demande de publier en carte blanche son article « Gare au silence radio(aktif) »<sup>(2)</sup>, un collaborateur de notre journal souleva le thème interdit : « Serait-ce que le Soir n'ose pas le publier ? Les actionnaires musellent-ils la liberté d'expression ? ». La réponse du journaliste du Soir arriva : « Merci d'arrêter de fantasmer sur "nos actionnaires". Il y a suffisamment de théories du complot délirantes en ce bas monde pour ne pas en rajouter une complètement absurde ». Ce ne serait donc que du pur délire d'imaginer la famille Hurbain comme animée d'objectifs autres que philanthropiques et d'un amour de la presse libre. Et si le journaliste ne parle pas trop du classement de la famille Hurbain parmi les plus grandes fortunes belges, et à quel point l'inégalité détruit de façon générale ce qui fait la vie, ce n'est pas parce que cette information risquerait de déplaire à ses patrons, mais uniquement parce qu'il n'a pas envie. Ce ne serait pas non plus parce que *Le Soir* aime publier des contenus écrits par le Forum nucléaire<sup>(3)</sup> qu'il accorderait peu d'intérêts aux articles qui dénoncent le crime que constitue l'atome. En somme, si vous vous étonnez que les envies des journalistes et des patrons coïncident souvent, vous n'êtes sans doute qu'un médiocre complotiste..

Malheureusement, entretemps, le groupe de presse IPM a muselé le magazine Financité, qui était encarté dans la Libre trimestriellement : « Comme vous le savez, Alain Siaens [Président du CA de IPM et administrateur de Degroof Equity] faisant partie de nos administrateurs,

ne citons pas Degroof Petercam. » Résultat : la fin d'une collaboration de douze ans. Mais surtout : il ne faut pas qu'on sache que Degroof Petercam investit dans l'armement nucléaire, on pourrait croire que c'est dans leur seul intérêt... Braves gens, dormez tranquilles !

Ils feindront donc de s'étonner de cette fatigue généralisée de beaucoup de gens face à l'information. Évidemment, celle-ci, devenue lénifiante, vide, juste spectaculaire, propre à un journalisme bureaucratique servant un plan de carrière au détriment de la recherche de la vérité, ne serait plus capable que de générer palabres, débats du dimanche sur la chaîne nationale et scoops d'un jour qui éloignent du cœur des affaires. Et quand on évoque celles-ci (Kazakhgate, Publifin, Samu social, Panama...), c'est pour les refermer aussitôt, comme si tout était normal. La corruption généralisée dure ainsi, toutes ces petites et grandes compromissions, commissions, dessous de table, qui dictent littéralement tous les « choix » de société.

S'il faut discuter de salaire décent, de simplicité volontaire, de pénibilité dans le travail, de réduction des gaz à effet de serre, de sortie du nucléaire..., tout en n'oubliant jamais notre part de servitude volontaire qui concourt à maintenir ce monde tel qu'il est, il semble vain de le faire en laissant par ailleurs les chefs d'orchestre de l'exploitation salariale, de la consommation de masse, de l'aliénation du travailleur, de la destruction de la terre, tranquilles, hors du débat.

Alexandre Penasse

(1) François Hollande, lors d'un meeting au Bourget le 22 janvier 2011.

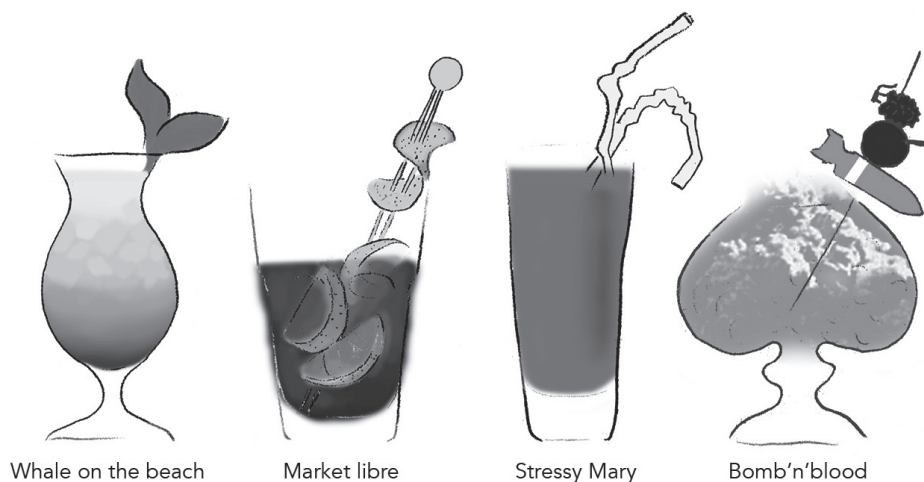
(2) Kairos avril-mai 2018.

(3) <http://studioweb.lesoir.be/partenaire/forum-nucleaire/article-interviewbartcoenen.html>Kairos – Journal antiproductiviste  
pour une société décenteJournal de réflexion, d'investigation  
et de changement, sans pubPériodique bimestriel / Paraît en février,  
avril, juin, septembre, novembre  
+ un n° spécial à parution aléatoire /  
ISSN : 2294-0820Imprimé en Belgique  
Imprimeries Havaux s.a.,  
Rue de l'Artisanat, 1  
B - 1400 NIVELLESTirage : ce numéro a été  
tiré à 2 000 exemplaires

Routage : Cambier

Éditeur responsable  
ASBL Kairos / Alexandre Penasse  
rue Fernand Bernier, 15  
1060 Saint-Gilles, Bruxelles - Belgique  
info@kairospresse.be  
www.kairospresse.beT. (00 32) 2/880 21 17  
M. (00 32) 485/057 744Rédacteur en chef  
Alexandre PenasseGraphisme  
Studio Noir & ClairGestion des abonnements  
Sandy De WildeRelecteurs  
Janine, Marie-Paule, Nadia, AlainComptabilité  
Guillaume D.Notre publication bénéficie de l'aide à  
la presse périodique de la Communauté  
Française Wallonie-BruxellesChroniqueurs / Rédacteurs  
Paul Lannoye, Raphaël Stevens, Bernard  
Legros (B.L.), Pablo Servigne, Jean-Pierre  
Léon Collignon, Gwenaël Brès, Alain  
Adriaens (A.A.), Robin DelobelOnt contribué à ce numéro  
Jean-Claude Paye, Marc Weinstein, Rob  
Hopkins, Thierry Bourgeois, Laetitia  
Harutunian, Dalila Van den Berghe.Les articles n'engagent que la  
responsabilité de leurs auteurs, mais  
on ne les laissera jamais tomber!Illustrations  
Titom, Roland de Wind, Giulia Gallino,  
Aurélien Garnier, Léa Décan, Olivier  
Spinewine, Benjamin Tejero, Pierre  
Mercier, Cécile Mirande-Broucas,  
Clémence Godier, Blandine Denis,  
Aude Soudrille, Juliette Framorando,  
Nadia Berz

# PLEIN LA VUE !

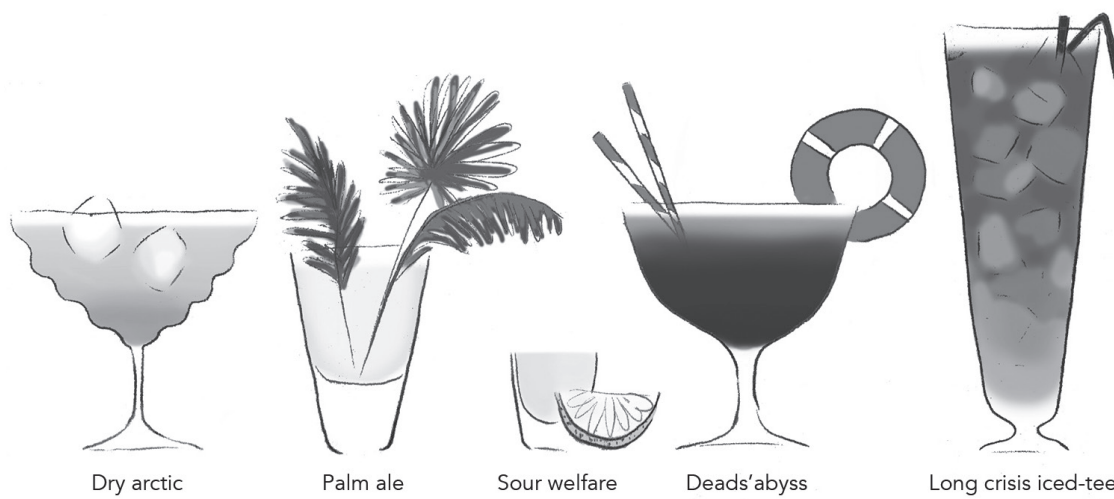


Whale on the beach

Market libre

Stressy Mary

Bomb'n'blood



Dry arctic

Palm ale

Sour welfare

Deads'abyss

Long crisis iced-tee

Illustration: Giulia Gallino

A lors là on a été servis. Je veux dire, depuis la parution du précédent numéro de notre journal, servis en événements, scandales et drames de toutes sortes, ici, ailleurs et un peu partout sur cette bonne vieille terre. Il n'est pas dans mon intention de passer tout cela en revue ou d'en faire l'inventaire, la chose serait fastidieuse et vaine. Une chose est sûre : de tant de façons et avec mille visages, ce monde, le nôtre, paraît-il, est bel et bien en bout de course ; et il serait plus exact de dire que ce sont principalement ceux qui y vivent - à commencer par l'espèce dominante, pour l'heure et jusqu'à preuve du contraire - qui sont proprement en sursis. Mais on le voit et on le sait de mieux en mieux, les voix les plus éminentes ont beau le dire et nous en avertir avec de plus en plus d'insistance, rien n'y fait ; les choses continuent d'aller leur train comme si de rien n'était.

Les lois meurtrières de la prétendue science économique restent les seules auxquelles se conformer ; par elles et pour elles les dirigeants des grandes puissances persévèrent dans les mêmes politiques à courte vue, reniant au passage les belles intentions proclamées lors de réunions à grand spectacle en faveur de la lutte contre le changement climatique. Face à cela, devant ce scandale universel, la grande masse des cocus et des laissés pour compte courbe le front et va tête basse s'adonner aux menus plaisirs de la consommation ordinaire qui s'offrent encore à elle. Là où l'on pourrait encore attendre ou espérer un réveil teinté de colère règne un abattement général ponctué ici ou là par des rassemblements et des démonstrations contre l'état des choses qui sont sans effet sur ceux auxquels ils s'adressent et qui sont régulièrement réprimés avec une violence qui va grandissant sans que cela donne lieu à des ripostes proportionnelles. Bien sûr en certains lieux, la résistance s'organise, qui est le fait des plus déterminés de la maigre proportion de ceux qui osent encore braver les pouvoirs en place. Là aussi, la violence des interventions menées par des forces de l'ordre en surnombre, montre clairement que cet ordre doit être maintenu et, s'il le faut,

renforcé quand cela s'avère nécessaire aux yeux du prince, quel qu'il soit et quelle que soit la légitimité qu'il incarne ou à laquelle il prétend.

Car on voit bien comment ceux qui s'autoproclament les *représentants du peuple* en sont à le mépriser du haut de leur superbe ; comment le prétendu « vieux monde » qu'il s'agirait de remplacer à coup de réformes prétendument nécessaires et inéluctables qui ne sont, à la vérité, que le retour à cet ancien régime de privilèges offerts aux nantis, que renversement et négation de toutes les valeurs nées des Lumières et de la grande révolution de 1789. Partout, ce qui fut une idée généreuse et qui portait - et porte encore - le nom de libéralisme se mue en une machine de guerre menée sans états d'âme contre ceux qu'à l'origine elle disait vouloir protéger de l'adversité et des coups du sort. Las ! Tout ce qui est mené comme politique consiste dans la destruction de tout l'édifice de protection sociale mis en œuvre par nos aînés au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Tous les secteurs sont touchés et, conséquemment, les services et les aides diverses qui permettaient de faire face aux difficultés passagères ne sont plus rendus et la misère matérielle touche partout un nombre grandissant de personnes de tous âges. On ne s'étonnera donc pas de voir se propager les maladies liées au stress, à l'insécurité, à la peur des lendemains qui ne chantent plus ; de la même manière qu'il est désormais inutile de se plaindre de l'absence de liens et d'échanges entre les gens, de l'isolement et du mal de vivre sensible partout.

## DES IDÉES À LA RUE...

Certes, il est encore possible de participer à des fêtes, de petites réjouissances villageoises ou de quartier ; certains, par milliers, rient dansent et chantent et s'éclatent dans les rues, vêtus de couleurs chatoyantes, exhibant et revendiquant leur différence. Des amis se retrouvent au bistrot du coin,

boivent et badinent, d'autres se plongent dans la lecture ou l'étude des plantes ou des oiseaux - qui se font, comme les insectes, de plus en plus rares - apprennent la solitude heureuse ou goûtent à la chaleur d'un foyer réconfortant. Et donc, oui, malgré les menaces et les périls, malgré le spectacle navrant qu'offrent à nos regards les gesticulations des élites, malgré les mensonges, les bassesses de ces gens, si haut placés soient-ils, oui, on peut encore et sûrement le doit-on, tenter d'échapper au mal-être, à la tristesse et à la mélancolie. S'offusquer, s'insurger et se répandre en lamentations et protestations sur les réseaux sociaux ou ailleurs peut-être un exutoire d'une relative salubrité, mais en *haut lieu* tout cela est vu comme de peu d'importance. Les maîtres du jeu savent pertinemment, et l'Histoire en témoigne, que le danger ne vient pas des salons ou des clubs où l'on discute et palabre à perte de vue. Souvenez-vous, en passant, de cette séquence d'anthologie du film « Network » où ce type, dans une colère salvatrice, d'un plateau de télévision, appelle les gens à se mettre à la fenêtre et de hurler « *Je suis fou de rage et je ne vais plus me laisser faire* » ! Et par milliers, partout en Amérique, les gens, de leurs fenêtres, hurlent et vocifèrent.

Mais ce n'est que du cinéma ; et les gens, finalement, n'en restent qu'à leurs fenêtres... Si les idées sont à craindre ce n'est que quand elles s'expriment par la rue et l'émeute. Mais l'émeute, l'insurrection généralisée sont loin, très loin, hélas ! d'être à l'ordre du jour. Alors, puisque, quoi que nous puissions faire ou penser, rien ne sert de se lamenter ou se tordre les mains de désespoir, faisons ce que Voltaire nous suggérerait de faire : cultivons notre bout de jardin ou, à défaut, promenons nous dans les campagnes et les bocages, goûtons encore un peu à la beauté et à la poésie de ce qui reste d'une Nature dont les heures, comme pour nous, sont comptées.

Jean-Pierre L. Collignon

# ..., SEMIRA, ..., MAWDA<sup>(1)</sup>, ET CETERA

Cela vous étonne encore ? Qu'une petite fille meure tuée par des policiers ? Comme ses frères, ses sœurs, les pères, les mères, qui quittent un pays qu'ils n'auraient, dans d'autres circonstances, jamais fui. Comme Bakari, qui lors de ces dix tentatives de traversée de la Méditerranée, nous disait : « *La première fois, c'est une dame qui est décédée. On l'a jetée dans l'eau. Après les gens ont commencé à mourir. Celui qui meurt on le prend, on le jette dans la mer. 25 sont morts* ». Comme ceux qui restent là-bas chez eux et crèvent de faim, de soif ou d'avoir trop travaillé dans les mines de cadmium, de cobalt, de tantale, ou dans les fumées des décharges où brûlent les plastiques de nos objets devenus obsolètes.

On connaît la rengaine, un enfant meurt de faim toutes les 5 secondes aujourd'hui, alors qu'en 1985 des « chanteurs sans frontières » entonnaient « L'Éthiopie meurt peu à peu », spectacle visant juste à écarter la quotidienneté de la chair en décomposition qu'allait connaître l'Afrique, et les autres. Ils y étaient déjà habitués, esclaves séculaires, alors que les stars occidentales s'engraissaient encore et toujours. Il y a encore ceux qui s'endorment et ne se réveillent pas, en hiver, en été, toute l'année, sous les ponts, dans les interstices des gares, qui nous font dire, chaque fois, comme le Beaujolais nouveau revient, que « *le sang nouveau est arrivé* »<sup>(2)</sup>. Certes, la différence se situe dans l'origine de la mort, percutante et proche pour Mawda, isolée et lointaine pour la grande majorité, mais toutes ces morts ne sont pas des accidents, on l'oublie trop souvent, mais l'aboutissement d'une logique.

C'est parce que nous nous résignons à ne plus vouloir changer ce monde (« c'est comme ça, que veux-tu y faire ? On ne pourra pas changer la société ! ») que d'autres ne trouvent que cet ultime espoir, désespéré, qu'est la fuite de leur pays, exode massif qui n'est qu'un prélude à l'effondrement global de notre civilisation. Notre résignation, si ce n'est pas de l'anesthésie, signe, à chaque fois, leur arrêt de mort. Mawda, si elle était partie de Libye ou du Maroc, se serait noyée, peut-être. Personne ne l'aurait su. Les photographes n'auraient pu capturer l'image de ses parents éplorés, côtoyant dans les journaux les annonces pour voitures et autres smartphones. Elle aurait rejoint le rang des anonymes qui meurent sur l'autel du capitalisme, comme ces cadavres sans nom que l'on retrouve dans le désert près de la frontière mexicaine. Nous l'écrivions en 2016, alors que la photo mise en scène du petit Aylan faisait le tour du monde : « *un enfant mort sur le sable dont la vue nous est épouvantable. Photo choc qui suit les précédentes et précède les prochaines, et toutes celles qui ne seront pas prises ou ne seront pas publiées. Vous l'avez vue la photo, celle qui cache tous les morts qu'engendre notre monde à l'agonie ? Elle est le symbole du spectacle médiatique* »<sup>(3)</sup>.

Nous ne sommes pas insensibles, pour répondre aux attaques probables de ceux qui voudront éviter de discuter du fond de ce que nous disons. L'émotion est une évidence, elle est importante mais devient utile et subversive si elle ne se cantonne pas à suivre la règle du mort kilométrique, que l'indignation ne demeure pas cette chose froide, flasque et incomplète inversement proportionnelle à la distance de la tragédie. En dehors de cela, elle demeure futile, individuelle et égoïste, comme ce type qui pleure

en voyant passer le corbillard d'un inconnu. À Gaza, ces derniers jours, mois, années, ce sont des centaines de cadavres d'enfants qui sont venus emplir les morgues de la ville. Mais la tête et la balle étaient à plusieurs milliers de kilomètres de chez nous. Les cris, rares, laissent le silence dominer, préparant les futures *Bullet in the head*. Là-bas comme ici, ceux qui tuent savent qu'ils le peuvent, l'impunité, cette perception tacite de ce qu'on peut faire ou ne pas faire, dictant les comportements.

## TOUJOURS UN « ACCIDENT »...

Que les autorités et les médias jouent le jeu de l'accident vous offusque ? Qu'ils pèsent leurs mots, euphémisent leurs propos vous questionnent ? Mais c'est ce qu'ils font à longueur de temps. Le 22 mai dans *Le Soir* : « *Les causes de la mort d'une passagère de 2 ans restent floues. Les réseaux kurdes sont réputés comme extrêmement dangereux* ». « *Une passagère* », pas une enfant. Il faut, comme disait George Orwell, que les mots suscitent le moins possible d'images mentales, ils doivent être vides, pauvres, pour créer le flou que les journaux feignent de décrire alors qu'ils le créent eux-mêmes. Une passagère, c'est n'importe qui dans un véhicule qu'il ne conduit pas, un enfant c'est un être humain qui est dans un âge précoce de sa vie et qui est désigné ainsi pour cette seule raison. C'est donc un être vivant qui aurait dû, normalement, avoir encore beaucoup d'années à vivre, mais qui a « *reçu une balle dans la joue* », pas dans la tête<sup>(4)</sup>. Évoquer par ailleurs « *les réseaux kurdes* » dans cette même phrase permet de détourner l'attention du lecteur pour ne pas qu'il s' imagine un être en uniforme bleu représentant la police comme un meurtrier, mais les réseaux kurdes « *extrêmement dangereux* », à l'origine de tout cela, et donc in fine responsables de la mort de la petite. Tout cela est donc « flou » pour ceux qui ont le pouvoir de représenter la réalité, et ce qui doit demeurer flou, c'est surtout ce qui pourrait être trop clair.

« *Ce n'est vraiment pas un gros effort pour nous (...) On a eu un Soudanais l'autre jour, on lui a dit : "On va te faire écouter de la musique de chez nous". On lui a fait écouter Jean-Sébastien Bach. Je lui ai demandé s'il aimait bien, il a ouvert ses yeux et il a dit : "J'adore la musique classique. D'ailleurs quand je serai en Angleterre, que j'aurai trouvé un logement, ce que je veux devenir, c'est violoniste dans un orchestre symphonique". Quand vous voyez un type d'un mètre quatre-vingt-dix, que vous auriez plutôt, euh, envoyé, euh, pour être technicien de surface, ou basketteur s'il est un peu sportif... non non, c'est pas son objectif, il veut être violoniste : un futur Yehudi Menuhin* »\*

On ne parlera donc pas des « réseaux » de cette Europe qui fait « *surtout pression sur la Turquie pour*

*qu'elle maintienne la misère et la souffrance loin d'elle (...)* Une fois protégés de la contagion, les Européens s'inquiètent beaucoup moins du sort de ces gens »<sup>(5)</sup>. On ne dira pas que celui qui a été l'ami des dirigeants européens, Erdogan, a soutenu l'EI et appuyé le front Al-Nosra<sup>(6)</sup>. Ne parlons pas non plus de la destruction de l'Irak ou de la Libye ou, plus loin, de l'assassinat par la Belgique de Lumumba qui, s'il avait dirigé le Congo, aurait évité bien des morts et des réfugiés, mais aussi réduit drastiquement le chiffre d'affaires des multinationales qui exploitent les matières premières qu'on retrouve, notamment, dans les smartphones... Ne parlons pas non plus de Thomas Sankara, président du « pays des hommes intègres », assassiné par son bras droit Blaise Compaoré, avec le soutien de la CIA et la France parce qu'il voulait l'indépendance de son pays, qui demeuré en vie n'aurait pas vu Bakari et les autres réfugiés fuir le Burkina Faso. Voilà pourquoi, toujours, « *le langage politique doit donc principalement consister en euphémismes, pétitions de principes et imprécisions nébuleuses (...)* Cette phraséologie est nécessaire si on veut nommer les choses sans évoquer les images mentales correspondantes »<sup>(7)</sup>.

## « DÉVELOPPEMENT » ET IDÉOLOGIE DU SELF-MADE MAN

Cette dissimulation des causes de la misère du monde derrière une façade de normalité peut avoir lieu du fait de l'idéologie du développement qui, plaçant tous les pays sur une sorte de continuum, considère que certains seraient plus en avance que d'autres – les pays de l'Union européenne par exemple –, alors que d'autres, « en retard », devraient se rattraper. Cette croyance nécessitant qu'on n'établisse surtout aucun lien entre le développement des pays riches et le sous-développement des pauvres, il s'agira toujours d'occulter les responsabilités des premiers dans la détresse du Sud pour se focaliser sur les cas individuels. Ainsi, on restera muet sur le rôle des premiers dans le « retard » des seconds, mais aussi et surtout sur le fait que notre mode de vie n'est pas généralisable, et que penser que tous puissent faire comme les riches – pays ou sujets –, est une aporie. Cette idéologie du développement socio-économique se greffe aussi sur la perception subjective du développement individuel, transformée en idéologie du « self-made man ». Faisant

(1) Semira Adamu était une demandeuse d'asile nigérienne, tuée le 22 septembre 1998 par deux policiers lors d'une tentative d'expulsion de la Belgique, étouffée avec un oreiller. Mawda, petite Kurde irakienne, a été tuée par un policier belge qui a fait feu le 17 mai 2018, sur la camionnette dans laquelle elle se trouvait avec ses parents.

(2) « *Comment l'histoire entre pays détermine l'histoire d'un migrant : le récit de Bakari* », *Kairos* Novembre-décembre 2014.

(3) Parfois, certains font exception, mais c'est là le résultat d'une mise en scène, qui parvient à faire oublier tous les autres et la cause systémique de leur mort.

(4) La chronologie des termes relatant les faits est importante : au départ, il les faudra mesurer, vides, alors que les jours, heures passés, ils pourront être plus imagés, le travail de représentation ayant été préalablement accompli par une forme d'indignation alimentée par d'autres réseaux que les médias de masse, et notamment par la simple décence ordinaire.

(5) Noam Chomsky, *L'optimisme contre le désespoir*, Lux, 2017, p.68.

(6) Voir notre numéro spécial « L'Occident terroriste », décembre 2016.

(7) Stéphane Leménorel, *Georges Orwell, Le passager clandestin*, 2017, p.80.

(\*) Tous les propos en exergue sont de Thierry, dans « Bruxelles, simplement solidaire », 7 juin 2018, là-bas si j'y suis, [www.la-bas.org](http://www.la-bas.org).



Illustration : Aurélie Garnier

fi des déterminismes sociaux, on considérerait que celui qui a réussi « à la force des ses poignets », a plus de mérite. Il en résulte inévitablement que les pauvres sont encore perçus comme les seuls responsables de leur situation, découlant de là qu'ils « sont nécessairement bien pour quelque chose dans ce qu'il leur arrive », et qu'ils n'ont pas droit à la même attention. Une partie de la population continue donc de penser que la vie de certains a moins de valeur que d'autres.<sup>(8)</sup>

Les réfugiés, les enfants de classe populaire, les « arabes », les clochards, les parents de milieux pauvres, en somme, tout ce qui n'est pas de la classe bourgeoise, sera traité un jour ou l'autre de façon inhumaine. Il faut avoir été dans un combi de flics, voir ce qu'ils sont capables de faire à un Belge blanc issu de la classe moyenne, pour imaginer ce qu'ils sont capables d'infliger à un « sale immigré », certains d'avoir l'appui de leur hiérarchie<sup>(9)</sup>. Il faut voir ce qu'ils font des gosses de pauvres, dans les classes de l'enseignement spécialisé, antichambre de l'enseignement professionnel, dont les filles viendront faire les ménages des bourgeois, si ce n'est pas leur corps qu'elles devront leur offrir pour quelques euros. Il faut voir ce qu'ils font des détenus dans les cellules de Saint-Gilles, Forest, Tournai, Namur, ou des réfugiés dans les centres de détention... Pensez-vous dès lors qu'ils traiteraient autrement une certaine catégorie de « défavorisés » ?

### LA PENSÉE ORTHODOXE DES « REFUGEES WELCOME »

Croyant se départir de la logique dominante, la pensée libérale de gauche reproduit toutefois son mode de pensée si elle ne se soucie que de l'accueil de ceux qui partent sans se soucier des causes de leur départ. Elle rapproche d'emblée l'acte de fuite du seul choix subjectif. S'il faut penser l'accueil, ce n'est cependant pas suffisant, car en se limitant à cela on ferait comme un type qui sortant chaque soir de chez lui, ramasserait le gars qui tombe quotidien-

nement sur son trottoir sans se poser de questions sur l'origine de sa chute. Ainsi, il répondrait au devoir d'assistance à personne en danger, mais sans vouloir reconnaître que c'est le sol devant chez lui, glissant, qui provoque la chute. Lorsqu'on tenterait de lui expliquer, toute son attitude indiquerait qu'il ne veut pas changer de revêtement et préfère assister indéfiniment la personne qui tombe. Certes, c'est bien mieux que le type qui fait semblant de ne pas le voir et le laisse sur son trottoir, attendant que l'ambulance arrive. Mais les deux réactions caractérisent un refus de chercher l'origine des choses : le premier, souvent dans une dissonance cognitive qu'il cherche à résoudre en se convainquant qu'il est un « homme bon » et que le trottoir n'est pas si glissant (que le monde n'est pas si mauvais...), le second en décontextualisant totalement la situation et en faisant du badaud le seul coupable de sa chute, en refoulant totalement la question du revêtement de sol.

*« On ouvre la porte à des gens qui sont jeunes et ils sont tous magnifiques, ultra-reconnaisants. Ils nous donnent en plus le sentiment d'être utiles et pas de juste être là à consommer, à polluer, à mourir après, un jour »\**

Dans le contexte des réfugiés, le premier préfère croire en la solution naïve et dangereuse de l'ouverture multiculturaliste. Il apparaît pourtant « de plus en plus clairement que la solution n'est pas d'"abattre les murs et de laisser entrer tout le monde", comme le scandent dans leur idéalisme simpliste les gentils

"gauchistes" à la mode libérale. Non ; la seule solution viable serait d'abattre le vrai mur : non pas celui érigé par les services de l'Immigration, mais le mur socio-économique. Autrement dit, de changer la société afin que les gens ne cherchent plus désespérément à fuir de chez eux. »<sup>(10)</sup> Il faut donc choisir : changer le revêtement ou continuer indéfiniment à ramasser ceux qui tombent, en sachant au vu des désastres climatiques et du risque nucléaire, pour ne nommer que ceux-là, que c'est bientôt nous-mêmes qu'il faudra accueillir.

Il va de soi, à nouveau pour anticiper les êtres de mauvaise foi et récuser leurs caricatures insultes, que le comportement du type qui accuse encore le piéton d'être tombé et l'en rend responsable, le laissant à même le sol, ne constitue par pour nous une solution et que nous n'avons pour ce sujet que mépris. Mais il serait hypocrite, ce qu'affectionne une mouvance de gauche antifasciste qui ne remet jamais en question, si ce n'est parfois dans le discours, l'origine du mal – un modèle de société productiviste qui valorise nos pires instincts –, de ne pas critiquer celui qui ramasse le piéton sous le seul prétexte que ce serait faire le jeu de celui qui le laisse crever (le jeu de l'extrême droite en somme). Et donc, il ne s'agit pas de généraliser notre critique à l'ensemble de la personne et par là de dénigrer son intervention ponctuelle altruiste, mais de dire que cela

(8) N'était-ce pas aussi au fond le cas avec Julie et Mélissa ? Quand on rappelle l'origine populaire des deux fillettes, Jan Fermon, avocat, répondait : « Les gens ont vu que, au début, quand les parents [de Julie et Mélissa] essayaient de se faire entendre, ils n'étaient pas pris au sérieux. À l'époque, ils ont vu le contraste entre cette affaire et celle de l'enlèvement d'Anthony De Clerck, le fils du grand industriel de Flandre occidentale où le procureur se rendait tous les soirs à la maison des parents pour faire rapport sur l'affaire. Ici, les parents devaient se battre pour avoir un rendez-vous, pour apprendre quelque chose... Et ils étaient parfois interrogés de façon inhumaine ». « Au-delà de l'affaire Martin, les gens ne se sentent pas écoutés par la justice », Solidaire, 17 avril 2015.

(9) Voir notre dossier « La violence policière au menu de l'actualité », Kairos juin-juillet 2014.

(10) Slavoj Žižek, *Violence*, Au diable vauvert, 2008, p.143.

(\*) Tous les propos en exergue sont de Thierry, dans « Bruxelles, simplement solidaire », 7 juin 2018, là-bas si j'y suis, www.la-bas.org.



Illustration : Aurélie Garnier

ne constitue pas une action politique. Si le sujet s'en complaît toutefois, conscient qu'il ne touche pas aux causes du mal qu'il soulage dans ses effets, il devra savoir que c'est parce qu'il y trouve sans doute une satisfaction personnelle égoïste et une confirmation de son mode de vie.

Disons seulement que l'aide n'est pas qu'altruiste et qu'elle permet au sujet d'oublier qu'il sait – que le sol devant chez lui est glissant et qu'il pourrait y faire quelque chose, soit que le monde est profondément mauvais –, et de réaliser ainsi une forme de « désaveu fétichiste » : « Je sais, mais je ne veux pas savoir que je sais, donc je ne sais pas ». Je suis au courant, mais je refuse d'en assumer pleinement les conséquences afin de pouvoir continuer à faire comme si de rien n'était ».<sup>(11)</sup> Il faut donc croire que s'il y a un comportement inné dans l'aide apportée à son prochain, y réside également une tentative de « faire comme si de rien n'était ». Pour être plus clair : « Celui qui s'indigne moralement devant les images de la misère et des massacres qu'on porte à sa connaissance, alors qu'un sentiment d'horreur effectivement éprouvé et pas seulement mimé lui ferait vite comprendre l'obscénité qu'il y a à ajouter la déclamation à l'impuissance, que cherche-t-il sinon la satisfaction narcissique de s'éprouver comme une personne sensible et civilisée, de s'exhiber tel, et de se dissimuler à lui-même son angoisse d'être pris dans ce cauchemar réel de fin du monde. De même, les foules rassemblées par les promoteurs de telle ou telle bonne cause platonique s'occupent surtout à s'admirer elles-mêmes d'être là réunies dans l'euphorie d'une généreuse unanimité dont elles sont bien tranquilles qu'elle est sans conséquence, qu'elle ne les engage à rien. Et à cet égard bien peu de choses différencient les bons sentiments de la propagande humanitaire, démocrate, antiraciste, des appels au meurtre de vedettes de la violence simulée, comme bien peu de chose sépare, par la conscience, les foules d'émeutiers d'un soir de celles qui s'assemblent pour d'autres "transes urbaines", où l'on s'enivre d'identification mimétique en vibrant sous les coups de la musique de masse ».<sup>(12)</sup> Certes, il demeure aujourd'hui plus confortable de verser 2,50 euros par mois à Oxfam, Amnesty ou Médecins sans frontières que de se passer de smartphone.

## LES VICTIMES « MÉRITANTES » DE NOTRE MODÈLE

On restera encore étonné de cette différence de traitement en constatant l'élan de solidarité envers les réfugiés, relayé par divers groupes et institutions officiels, comparée à leur relative indifférence pour la misère endémique. C'est comme s'il existait une catégorisation entre bons et mauvais pauvres. Pour les premiers, des motions communales, des interpellations, des cris, des indignations. Pour les seconds, quelques restos du cœur, et beaucoup de silence. On pense savoir pourquoi. Dans les deux cas, on ferait flotter l'idée d'un choix non déterminé dans l'historique de la personne : le réfugié serait parti et il faudrait l'accueillir, tous les accueillir : « welcome » ; le clodo aurait décidé de vivre en rue et c'est comme ça. Encore, s'il faut le répéter, il s'agit non pas d'opposer misère importée et misère autochtone, de dire que l'une serait moins pire que l'autre, de faire le jeu de l'extrême droite capable d'opposer ces deux groupes, instrumentalisant le sdf dans le seul but de monter la population contre les réfugiés, ce n'est pas cela notre propos. Ici, il s'agit de tenter de comprendre pourquoi, malgré que clochards et réfugiés soient les produits d'un même système socio-économique, l'attitude bienfaitrice à leur égard puisse varier. Patrick Declerck, qui a travaillé des années avec les clochards de Paris, décrit cette soi-disant liberté existentielle du type qui aurait « choisi la rue », comme une absurdité : « Qui ose l'odieuse et désinvolture injure de penser, un instant, que l'on vit à la rue parce que l'on veut cela ? Parce que l'on aime cela ? Qui. Mais tout le monde, tout le temps... ».<sup>(13)</sup>

Et il n'y a au fond pas plus de liberté existentielle chez les êtres qui fuient leur pays. Mais la pensée commune surdétermine la plupart du temps les possibilités individuelles, occultant les raisons socio-économiques et géopolitiques qui créent clochards et réfugiés. Si le réfugié plaît davantage à la gauche bourgeoise et le clochard dégoûte, c'est que ces deux attitudes découlent d'une seule et même cause qui se présente sous la forme d'une intention peu ou pas consciente : ne pas voir, ne pas savoir. Dans l'accueil décontextualisé d'une gauche libérale, est présente cette idée que celui qui quitte son pays a fait

un choix, alors que c'est d'abord un non-choix, et qu'il aurait de loin préféré ne pas devoir fuir un pays et des êtres qu'il aime. Et si la sollicitude est plus grande envers le réfugié qu'envers le clochard de son quartier, c'est que le premier a ce côté exotique qui nous rappelle moins en quoi nous sommes aussi responsables de ce qu'il est : la distance de son pays d'origine joue comme protection et éloigne de l'esprit notre participation, infime ou considérable, à la misère du monde.

*« Autant vous dire tout de suite : l'action politique c'est même pas la peine, ou alors vous avez 18 ans et vous avez une motivation de dingue et vous dites : "Quand j'aurai 50 ans, j'aurai réussi à faire quelque chose". Dans un monde aussi complexe politiquement et administratif, le concret c'est le pied, c'est l'aide immédiate, ça fonctionne, c'est fantastique. C'est presque une drogue, ça me donne le même plaisir que quand je signe un gros contrat. C'est trop bon, c'est vraiment l'orgasme humanitaire »\**

(11) Ibid., p.77.

(12) Jaime Semprun, *L'abîme se repeuple*, 1997, L'Encyclopédie des Nuisances, p.75.

(13) Patrick Declerck, *Le sang nouveau est arrivé*, Gallimard, 2005, p.88.

(\*) Tous les propos en exergue sont de Thierry, dans « Bruxelles, simplement solidaire », 7 juin 2018, là-bas si j'y suis, [www.la-bas.org](http://www.la-bas.org).

# IMPÉRIALISME CONTRE EMPIRE (2)<sup>(1)</sup>

L'opposition entre la majorité du Parti républicain et les Démocrates repose sur l'antagonisme de deux visions stratégiques, tant au niveau économique que militaire. Ces deux aspects sont intimement liés. La réforme fiscale, le « Border Adjustment Tax », destinée à promouvoir une relance économique, grâce à une politique protectionniste, a été rejetée par les Chambres US en décembre 2017. L'objectif de réindustrialiser le pays a été défait par le vote du parti démocrate.

Pour la présidence Trump, le rétablissement de la compétitivité US est prioritaire. La question militaire se pose en termes de soutien d'une politique économique protectionniste. Elle consiste à développer des conflits locaux, destinés à freiner le développement des nations concurrentes, et à saborder des projets globaux opposés à l'économie US, tel, par exemple, celui de la nouvelle Route de la soie, une série de « corridors » ferroviaires et maritimes devant relier la Chine à l'Europe en y associant la Russie. Les niveaux, économique et militaire, sont étroitement liés, mais distincts. La finalité économique n'est pas confondue avec les moyens militaires mis en œuvre.

La distinction, entre objectifs et moyens, n'apparaît pas dans la démarche des Démocrates. Ici, les moments stratégiques et tactiques sont confondus. L'écrasement de ces deux aspects est caractéristique du schéma de la « guerre absolue », d'une guerre débarrassée de tout contrôle politique et qui n'obéit plus qu'à ses propres lois, celles de la « montée aux extrêmes ».

## UNE NOUVELLE POLITIQUE DE DÉFENSE

L'opposition stratégique entre Républicains et Démocrates permet de lire les dernières interventions militaires des USA, la nuit du 13 au 14 avril en Syrie. Les frappes ont visé des positions sans valeur militaire. Les 3/4 des missiles ont été interceptés par la seule armée syrienne. L'opération avait avant tout un objectif de politique intérieure. Elle était destinée à montrer au parti de la guerre, les faiblesses militaires US actuelles et justifier un futur désengagement. Il s'agit de faire accepter qu'une politique d'affrontement avec la Russie nécessite une recomposition du tissu militaire et industriel US, donc une rupture avec la politique suivie pendant un quart de siècle, durant lequel les USA étaient la seule superpuissance. Tout acte de guerre pouvait alors être lu comme une opération de police interne à l'Empire étasunien.

C'est en rupture avec la vision stratégique impériale que, le 19 janvier 2018, le Secrétaire de la Défense, James Mattis, a dévoilé la nouvelle politique de défense. Elle repose explicitement sur la possibilité d'un affrontement militaire direct entre les États-Unis, la Russie et la Chine. Pour lui, il s'agit d'un bouleversement par rapport à la stratégie en vigueur depuis plus de 20 ans, celle de la « guerre contre le terrorisme ». Il a précisé : « C'est la concurrence entre les grandes puissances – et non le terrorisme – qui est maintenant le principal objectif de la sécurité nationale américaine<sup>(2)</sup>. »



Illustration: Léa Décan

La fonction de police était centrale dans la structure impériale, car les USA ne faisaient pas face à des États ennemis, mais à des « États voyous ». La guerre se réduisait à une simple opération de maintien de l'ordre. Le rapport politique constitutif de l'Empire était asymétrique. La superpuissance étasunienne n'était alors confrontée qu'à des « États faillis » ou des groupes « terroristes ».

cléaire échappe au cran d'arrêt de la décision politique.

## « GUERRE ABSOLUE » COMME CHOIX STRATÉGIQUE ?

La menace d'une guerre absolue est au cœur de la politique étrangère et des opérations militaires des États-Unis. Contrairement à la plupart des actions US, l'évaluation du danger est permanente du côté de la Russie. Elle engendre une retenue qui pourrait faire penser à de l'indécision par rapport aux actions étasuniennes sur le territoire syrien. La difficulté de la position russe ne provient pas tant de ses divisions internes, du rapport de forces entre les tendances mondialiste et nationaliste au sein de ce pays, que des divisions interétasuniennes, balançant entre guerre économique et guerre nucléaire. Les rapports de forces internes aux USA sont particulièrement instables, ce qui laisse une marge d'incertitude importante dans l'évaluation de leur politique.

Cependant, menaces militaires et nouvelles négociations économiques sont bien deux aspects de la nouvelle « politique de défense » US. E. Colby, assistant du Secrétaire de la Défense a affirmé que « c'est une démarche stratégique de reconnaître la réalité de la compétition et l'importance du fait que "les bonnes clôtures font les bons voisins". »

Cette politique, prônant un retrait face à la mondialisation du capital et le rétablissement de frontières, contrarie frontalement la vision impériale US qui s'oppose à l'existence d'hégémonies régionales. Selon le Washington Post, exprimant la position du parti démocrate, l'existence d'un monde multipolaire, échappant à la Pax Americana, conduirait à une « future guerre mondiale. »

Jean-Claude Paye

## DE LA « GUERRE CONTRE LE TERRORISME » À LA « GUERRE ABSOLUE »

La nouvelle stratégie de défense opère une rupture avec cette politique, en reconnaissant l'existence d'États souverains qui entrent en rivalité, au niveau militaire, politique et économique, avec la puissance US. Alors que la « lutte antiterroriste » abolit la différence entre ennemi et criminel, la notion d'ennemi reprend ici tout son sens.

Le scénario n'est plus celui des guerres limitées de l'ère Bush ou Obama, mais bien celui de la « guerre totale », comme en 40-45, un conflit qui entraîne une mobilisation complète des ressources du pays. La guerre totale, de par l'existence de l'arme nucléaire, peut acquérir une nouvelle dimension. Elle rejoint la notion, développée par Clausewitz, de « guerre absolue », une guerre conforme à son concept : la volonté abstraite de détruire l'ennemi, tandis que la guerre réelle est la lutte concrète et l'utilisation nécessairement limitée de la violence.

Clausewitz opposait ces deux notions, car la « montée aux extrêmes », caractéristique de la guerre absolue, ne pouvait être qu'une idée abstraite servant de référence pour évaluer les guerres concrètes. Actuellement, à travers la possible utilisation de l'arme nucléaire, la « guerre réelle » devient conforme à son concept. La « guerre absolue » n'est plus simplement une abstraction, une « chose de pensée ». Elle devient une possibilité effective et acquiert le statut d'une « abstraction réelle. »

Pour Clausewitz, la guerre était « la continuation de la politique par d'autres moyens ». Mais, dans la guerre absolue, le rapport guerre-politique se renverse. La guerre n'est plus la forme la plus haute de la politique. En devenant guerre absolue, elle ne se soumet plus qu'à sa propre logique, elle « n'obéit qu'à sa propre grammaire », celle de la montée aux extrêmes. Ainsi, une fois déclenchée, la guerre nu-

(1) Suite du texte paru dans le Kairos d'avril-mai 2018.

(2) Summary of the National Defense Strategy of The United State of America.

# BIENVENUE EN « FILIGRANIE »

Tout paraît en général calme, bon-enfant, serein. Mais la violence du management moderne se révèle rarement dans la présentation et la façade commerciale, au contraire, puisque le spectacle de l'harmonie en est son garant. Elle sévit donc dans un entre-deux, dans les injonctions, les menaces, infligeant souffrances et « burn-out », révélés au détour d'un témoignage anonyme ou de celui qui, parti, exprime tout ce qu'il a vécu et ne pouvait plus garder pour lui seul. Aujourd'hui, des libraires de « *la plus grande librairie de plain-pied d'Europe* », sise à Bruxelles, là où les politiciens belges et autres personnages médiatiques vont faire leurs emplettes le dimanche, nous révèlent ce qui se cache derrière la couverture.

Bienvvenue à la librairie Filigranes, four-nisseur breveté de la Cour de Belgique, ouverte 7 jours sur 7, 2600 m<sup>2</sup> de surface, bar, champagne et caviar, petite restauration, piano, produits bios, jeux, vins... et livres, « où l'on peut flâner dans les rayons, lire en buvant un café ou écouter les auteurs lors des présentations et séances de dédicaces ». Son patron, Marc Filipson, instituteur de formation, « *insatisfait par son salaire, quitte l'enseignement lorsqu'une opportunité se présente* », et reprend une petite Librairie en 1983, « La Providence ». Mais c'est en 1988 que l'aventure de Filigranes commence vraiment, alors qu'il déménage avenue des Arts, dans une surface de 180 m<sup>2</sup>. Année 2000, Filigranes passe à 1000 m<sup>2</sup> ; 2007, 1700 m<sup>2</sup> ; 2013, pour ses 30 ans, elle passera à 2600 m<sup>2</sup>. C'est l'emballément.

Pour celui qui dit « *J'aime vendre, je me fous de ce qu'on peut dire* » (Le Soir, 21/02/2016), le livre est un produit comme un autre. « *Tout chez moi part du plaisir de vendre, j'ai toujours été un commerçant, j'ai toujours aimé vendre* », ajoute MF, mais malheureusement, « *il y a les mauvais choix en interne, ces collaborateurs bourrés de qualités sans doute, mais qui ne conviennent pas pour le job* » (L'Echo, 23/12/2017). Filipson engage donc des libraires talentueux, « *mais ce qu'il veut, c'est autre chose : des vendeurs, des gendarmes, des robots...* ». L'homme, dans ses diverses interviews, ne parlera pas de sa gestion du personnel, lui qui pense juste « *être trop bon* ». Ce qui est curieux, c'est que depuis 1987, Filipson n'ait pas pensé à déposer une copie du règlement de travail au bureau régional du Contrôle des lois sociales, en vertu de la loi du 12 avril 1965. Clairement en infraction, lorsqu'on demande à l'administration centrale du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, pourquoi depuis plus de trente ans cette obligation n'a jamais été respectée et qu'ils ne trouvent aucune trace de règlement de travail chez eux, ils nous disent « *c'est qu'il n'y a eu aucune plainte* ». En trente ans ? Étrange. En tous cas, selon nos témoignages, une plainte a bien été déposée à l'inspection du travail en 2017. Le risque pour Filigranes : une amende, ou bien plus.

Enfin, cette absence de règlement officiel rend tout à fait plausible ce que nous disaient les libraires actuels ou ayant travaillé chez Filigranes, que nous avons rencontrés, à savoir qu'il n'y avait pas d'horaires fixes, pas de barèmes imposés par une commission paritaire plus adaptée, des démissions forcées, des arrêts maladie nombreux, un *turn-over* énorme (une centaine de personnes en 6 ans), avec beaucoup de licenciements injustifiés. Et si auparavant le renvoi pouvait se faire aisément et sans

justificatif en Belgique, maintenant il est obligatoire de motiver la décision, au risque d'un contrôle si on ne le respecte pas, « *mais il n'y en a jamais, nous dit une employée* », le C4 indiquant « incompatibilité d'humeur, restructuration, divergences... ». Les institutions en seraient d'ailleurs informées : « *l'Onem indemnise souvent quand un collègue démissionne, car l'organisme et le syndicat sont au courant* ». Et quand l'employé au bout du rouleau se voit refuser un C4 « à l'amiable » accordé de manière aléatoire, il démissionne, la plupart du temps avec aucun plan de secours et au risque de se voir refuser les indemnités de chômage...

Par ailleurs, la commission paritaire ne semblait pas la bonne jusqu'il y a à peine quelques mois, dé-finissant dès lors de mauvaises conditions imposées par l'employeur sans cadre légal en termes de salaires, congés, heures supplémentaires<sup>(1)</sup>...

## SOUFFRIR POUR RÉUSSIR

Mais « *comme le disent des coachs, aujourd'hui, pour réussir il faut avoir souffert* », n'est-ce pas (Le Soir, 20/02/2016) ? Et pour ce faire, un coach, « *Marcus, roi de Filigranie* »<sup>(2)</sup>, en engagera un, organisant à l'époque « *des séances obligatoires de coaching de 8 heures pour faire accepter les visions du management de Marc Filipson* ».

C'est vrai, faut savoir se vendre. Point de morale dans ce cas. Ainsi, quand Zemmour passera par la Belgique, on l'invitera en grande pompe pour venir débattre à la librairie. Ce sera annulé ? Pas grave, le buzz aura été fait et on aura parlé de qui ? De Filigranes, et donc de Filipson. « *Depuis cette demande d'interdiction [de la venue de Zemmour à Filigranes] par l'élue Écolo, le livre se vend à nouveau par brouettes, alors que, début décembre, quasiment plus personne ne l'achetait* »<sup>(3)</sup>. Le jour même « *Zemmour fut introduit avec humour par Marc Filipson* », au déjeuner conférence du Cercle de Lorraine, réunissant patrons, noblesse, médias et politiques. Ce n'est pas un problème si l'invité déclarait que les « *musulmans dans le peuple français nous conduira au chaos et à la guerre civile* ». « *Après cela, il fut tout de même invité à venir manger la galette des rois chez Filigranes en conviant la presse, alors même que la librairie avait reçu des menaces et que les employés lui avaient demandé d'en tenir compte* ». Mais la cupidité, ou l'âme commerçante, a tout de même ses limites, et on se demanderait s'il n'y a pas là quelques préférences pour la Kippa plutôt que la Burka. Zeymour donc, mais pas Dieudonné.

L'homme sait ce qui rameute, mais quand on ose questionner le choix d'inviter Nabila en grande pompe dans sa librairie, ce serait là « *snober* » l'auteur : « *Face à un phénomène comme Nabila qui a vendu plus de 65.000 exemplaires de son livre, on ne peut pas juste répondre que c'est une littérature en dessous de tout. Nos enfants, adolescents, lisent "Harry Potter", mais aussi Nabila. Il faut accepter cela et se poser la question de savoir pourquoi, à 24 ans, on décide d'écrire déjà son autobiographie* ». (RTBF, 8 juin 2016). Un peu de philosophie... ou de marketing : le jour où il invita la Youtubeuse Enjoy Phoenix, plus de 4.500 personnes attendaient devant la librairie. Et quand on aime vendre, c'est plus intéressant d'avoir 4.500 potentiels acheteurs de torchons que 10 personnes qui savent ce qu'est un livre et viennent pour ça. Pour Nabila, la devanture du magasin et une partie de l'intérieur avaient été redécouverts pour l'occasion. C'est peut-être aussi pour ça que « *nos enfants, adolescents, lisent Nabila* »... C'est là une logique récurrente empruntée aux médias de masse : participer à créer le phénomène en feignant qu'on ne fait juste que le relayer.

Et pour se faire voir, vendre, affecter la générosité, rien de tel que la charité, ce pantomime dont raffolent ceux qui ne veulent surtout rien changer à la société qui génère la misère qu'ils pallient à coups de piécettes, ou d'achat de livres et de coupes de champagne. Les soirées caritatives, celles que la bonne bourgeoisie et les notables affectionnent, car elles ne remettent jamais en question l'inégalité dont ils profitent, laissent aux associations 10 % des gains de la soirée et 100 % des bénéfices du bar. Les libraires, c'est leur soirée « *Mère Thérèse* ». Certes, « *ils peuvent récupérer ces heures une fois (alors que c'est du travail en soirée qui devrait valoir au moins le double), mais surtout pas quand ça les arrange... Mais le mieux est de le faire officiellement bénévolement en annonçant qu'on offre son travail pour ces soirées-là. Mais surtout, ce n'est absolument pas une question de choix : la plupart des employés croient que c'est "obligatoire" et quand ils s'y refusent ça ne se passe pas très bien (...)* Il y a une forme de chantage affectif/jugements de valeur de notre professionnalisme et notre "solidarité" »... Rien n'est « imposé » donc, mais tout est suggéré. Les clients achètent donc leurs livres, assurés de faire une bonne action en ne faisant rien.

L'homme a aussi ses relations politiques. Alors que Filigranes ouvre 7 jours sur 7, 365 jours de l'année, il le faisait bien avant que la portion de rue qu'il occupe soit déclarée zone touristique. Le Soir se demandait il y a peu « *Mais pourquoi faire passer en zone touristique une portion de rue occupée à la très grande majorité par des immeubles de bureaux ? L'échevine du Commerce de la Ville de*

Bruxelles répondant sans hésiter « C'est une demande de Filigranes » » (Le Soir, 13/05/18). Selon nos informations auprès des syndicats, « quatre jours après la demande de Filigranes de passer en zone touristique, celle-ci a été acceptée ». Cette demande ne semble en outre pas là pour entériner une pratique (ouvrir 7/7 jours, 365 jours/an) déjà à l'œuvre, mais « parce qu'avec la nouvelle commission paritaire, il doit désormais payer les gens double les week-ends et jours fériés, ce qui n'est pas le cas si le commerce est situé en zone touristique ». Ce qui devient embêtant avec la nouvelle commission paritaire (CCP311), c'est que le travail du dimanche et en soirée, qui demeure assez flou, est soumis à négociation avec le syndicat et sur base uniquement volontaire, là où l'ancienne commission paritaire (201) permettait à Filigranes d'obtenir une dérogation pour « commerce de journaux ». Le passage en zone touristique autorise par ailleurs l'ouverture, après négociation, à une quarantaine de dimanches par an... pas commode pour le 365/365.

## LE CAS FILIGRANES : PARADIGME DES TECHNIQUES MANAGÉRIALES « FAMILIALES »

Filigranes n'est pas une exception, et c'est bien là l'intérêt. Il y a des fonctionnements qui attirent, repoussent, créent, suscitent des types de personnalité et des formes relationnelles particulières dans un certain contexte social. Ainsi, la forme que prend l'organisation du travail dans une société capitaliste, la crainte de perdre son emploi dans un monde compétitif où il faut se vendre et où le chômage est structurel, la valorisation attachée au fait de ne pas être « sans », les crédits, le loyer... tout cela brise à la racine les possibles élans de solidarité, le rapprochement, le souci pour la souffrance au travail de l'autre, générant des « petits chefs », des dégoûtés, des dégoûtants, des soumis, des souffrants. Dans un système du « Marche ou crève », la plupart, malheureusement, tentent de tirer leur épingle du jeu, une minorité se révolte et se voit vite signifier son renvoi, mais la majorité encaisse, souffre, déprime, somatise. Restent ceux qui tirent parti du traitement inique collectivement organisé, tirant profit du peu de pouvoir qu'ils prennent par procuration à celui qui a le monopole de la brimade. Ceux-là, la perversité patronale sait les instrumentaliser, en tirer profit ; elle sait qui est faible, qui a besoin d'un « père »,

mais elle sait aussi qu'il faudra, quand les velléités du prétendant iront trop loin, voulant être chef à la place du chef, le virer. D'autres y croient, n'ont « pas vu », voulaient bien faire. Ophélie<sup>(4)</sup>, responsable d'un des rayons rentables du magasin depuis 6 ans, a été licenciée en arrivant un matin à 8 h : « on a décidé de mettre fin à ton contrat parce que tu n'es plus un bon chef de rayon. Tes collègues ne portent pas leur badge, X prend des pauses trop longues... On te paiera 6 mois de salaire ». Les virés constituent alors des exemples : « les gens ont peur de perdre leur boulot, ils ne connaissent pas leurs droits ». Le licenciement abusif est exceptionnel en Belgique. Et puis, comme « la Filigranie a tant grandi qu'elle est maintenant une des provinces les plus lucratives de l'Empire des Lettres »<sup>(5)</sup>, on laisse faire...

## COMME SI TOUT ÉTAIT NORMAL...

Si Marc Filipson tient dans la main le livre « *Diver-tir pour dominer* », sur la photo publiée dans l'interview faite par l'inénarrable Béatrice Delvaux ce 20 février 2016, c'est surtout la division et le contrôle que semble affectionner le patron : « caméras poin-

tées sur le poste de travail des employés », « sa fille placée comme relais autoritaire », faisant l'aller-retour deux fois par mois de Londres, « salaires variables pour des mêmes fonctions », « contrôle des "Like" sur Facebook et convocation dans le bureau du patron si certains lui déplaisent ». Mais le plus pernicieux peut-être est la forme « soft » que prend ce type de management où l'on use et abuse des positions hiérarchiques, mais où on fait aussi croire qu'on est « une grande famille ». C'est la technique du *Teambuilding*, bouleversement pervers des relations hiérarchisées qui, sorties de leur contexte, font « oublier » au subalterne sa position quand il revient dans le contexte de travail. Une fois dans la réalité professionnelle, les « liens » créés à l'extérieur rendent plus difficile la contestation.

En somme, on retrouve dans cette étude de cas qu'est Filigranes, la forme spectaculaire que prend notre société dans son ensemble : on tente de tout lisser, faisant le nécessaire pour qu'on ne puisse percevoir que ce qu'on voit est le résultat diamétralement opposé de ce qui se passe en coulisse. Ce serait comme en vacances dans un hôtel dans un de ces pays dont on affectionne le climat, mais dont on tente d'oublier la politique, ce contraste entre le buffet all-inclusive et l'esclavage dans la cuisine dont il procède. C'est donc Filigranes, mais c'est presque partout : c'est le jeu du « comme si ». On fait comme si tout allait bien. Mais le problème, c'est que ça en rend beaucoup malades...

« Je me fous de tout ce qu'on peut dire de moi. Je suis un provocateur, c'est plus fort que moi » (Le Soir, 21/02/2016), disait Marc Filipson. Très bien ! Nous sommes ainsi sûrs qu'il accueillera avec sagesse et ouverture notre article de ce *Kairos* estival, que vous trouverez d'ailleurs dans les rayons de la librairie... Filigranes. Enfin, dépêchez-vous, ils risquent de partir vite !

Alexandre Penasse

(1) Suite à l'intervention de certains employés, une nouvelle commission paritaire a donc été imposée à la direction, la CP311, ce qui permet de travailler 35 heures par semaine (au lieu de 38 pour le même salaire), des augmentations salariales, des congés supplémentaires, des week-ends off, et de toucher des primes (ancienneté, petite enfance, formation, etc.) au cours de l'année.

(2) *Filiber*, le journal de Filigranes, fin d'année 2017.

(3) Alexis Chaperon, CEO de Filigranes, *La Libre*, 02/01/2015.

(4) Prénom fictif.

(5) *Filiber*, *Ibid.*



Illustration : Olivier Spinevine

### TÉMOIGNAGE DE SAMANTHA

J'ai travaillé durant près de 9 ans au sein de la Librairie Filigranes, pour terminer en 2014 au poste de directrice. À la suite de nombreux désaccords concernant la politique extrême de Mr Filipson en matière de gestion du personnel, nous avons décidé de mettre fin à mon contrat. Si je vous écris, ce n'est nullement dans un esprit de vengeance, mais simplement parce que derrière la façade lisse présentée aux médias se cache une tout autre vérité. La réalité est bien loin de la situation idéale décrite dans la presse. Au-delà des chiffres disponibles sur le site [www.bnb.be](http://www.bnb.be) et qui prouvent que Filigranes ne va pas bien, il est également temps de dénoncer les pratiques managériales extrêmes mises en place par Mr Filipson, s'appuyant sur un climat de tyrannie et de peur. Personne ne fait état des centaines de licenciements et de départs volontaires dus à la seule personnalité de Mr Filipson, ni du climat malsain qui règne dans cette entreprise. Entre allusions sexuelles, gestes déplacés, insultes et crises de colère, personne n'est à l'abri. Et il n'est jamais fait état de la pression et du harcèlement subis par les employés, menacés de licenciement au moindre désaccord exprimé ! À grands coups de communiqués de presse racleurs et infondés (la soi-disant association avec le Pain quotidien, la soi-disant installation à New York et Miami, le soi-disant lancement d'un site e-commerce), Mr Filipson tente simplement de noyer le poisson en présentant une entreprise soi-disant débordante de projets. Les chiffres vont mal, les employés vont mal, et Mr Filipson, au travers de la presse, tente d'en faire assumer la responsabilité par ses anciens employés.

À l'époque, Samantha a envoyé ce courrier à plusieurs médias, sans réponse.

# DE LA SACRALITÉ POLITIQUE

## ENTREVUE AVEC MARC WEINSTEIN

*Muni de sa double casquette de professeur de littérature et d'anthropologie à l'Université d'Aix-Marseille, Marc Weinstein replace la question de la sacralité politique au centre du débat, tout en actant l'évolution totalitaire de l'Occident, titre d'un de ses ouvrages (Hermann, 2015).*

*Entrevue liégeoise en mars 2018 avec Bernard Legros.*

**On glose sur la nécessité d'être cultivé pour devenir un citoyen accompli. Vous préférez le terme « cultivé ». Pourquoi ?**

Le terme cultivé renvoie à la culture savante séparée de la culture populaire. Depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle, bon nombre de « décideurs » élus ou non élus sont barbares et cultivés : pendant la journée ils jettent les salariés à la poubelle du chômage, et le soir ils vont au concert. Leur culture cultivée c'est la bonne cerise sur le gâteau avarié. À l'inverse la culture « cultivée » fait société, tire l'ensemble de ses membres vers la création culturelle. À ce moment-là, la cerise et le gâteau sont frais, car c'est le peuple dans sa diversité qui crée la culture.

**La dissociation néolibérale aurait ainsi le double profil paradoxal de la culture et de la déculturation ?**

Tout dépend de qui on parle. Ceux qu'on appelle « les masses », qui subissent la société du spectacle, ont tendance à être incultes et déculturés, extérieurs à toute sacralité sociale et politique. En revanche, un oligarque comme Bernard Arnault est un homme barbare dans la conduite de ses affaires et un homme cultivé qui finance des musées.

**Quand je travaillais dans le secteur culturel, j'avais vécu la schizophrénie habituelle : pour offrir de la culture aux citoyens, on faisait suer le burnous dans l'équipe, allant jusqu'au harcèlement s'il le fallait. La difficulté d'appréhender ce qui nous arrive dans la modernité tardive ne tiendrait-elle pas à un sentiment déroutant d'avoir affaire à des phénomènes apparemment contradictoires, comme un double mouvement d'atomisation et d'uniformisation simultanément, et à une collision entre l'objectivité et les subjectivités ?**

Oui, atomisation et uniformisation sont un même mouvement vu de deux points différents. (Mais l'uniformisation n'est pas l'unification : aujourd'hui nous sommes uniformisés par la concurrence qui nous éparpille.) Dès la Renaissance, l'État et le capital atomisent les individus pour les uniformiser. Ils marchent ensemble pour créer un individu seul et faible devant eux. À la fin de l'édit de Villers-Cotterets (1539), François I<sup>er</sup> interdit les corporations artisanales : elles doivent disparaître. L'État et le capital ne tolèrent pas la moindre autonomie collective face à eux : ils détruisent les paroisses, les corporations artisanales, la famille large, puis aujourd'hui la famille étroite. Ainsi l'individu se retrouve seul face au Léviathan. C'est encore la même logique aujourd'hui à Notre-Dame-des-Landes, où l'État refuse les projets agricoles communs et n'examine que les projets individuels.

En ce qui concerne la dialectique objectivité/subjectivités, si on adopte un point de vue anthropologique long, on constate un invariant sacré de l'homme social. Au départ du processus de sociogenèse, il n'y

a pas de séparation entre le sujet et l'objet, mais plutôt une sorte de flux, comme une rivière surgissant d'un rocher : au début, il n'y a pas de rive gauche ni de rive droite ; c'est un pur jaillissement d'eau qui, plus tard, va creuser la terre jusqu'à faire apparaître deux rives, une « rive » subjective et une « rive » objective, l'une ne pouvant pas aller sans l'autre. Prenons l'image du romancier. Au moment où Balzac se met au travail, il n'est qu'un homme, et c'est l'écriture qui va faire de lui un sujet-romancier créant des « objets »-romans. L'institution de la société est ce flux permanent qui à la fois produit l'objectivité et les subjectivités. Le néolibéralisme a radicalement coupé l'une des autres. D'une part, les subjectivités contrariées sont amenées à se réfugier dans un subjectivisme narcissique ; d'autre part, une espèce d'hyper-objectivisme machinique détruit le tissu social. Ce que vous avez vécu dans le secteur culturel, c'est peut-être le fait que des contraintes dites objectives s'imposaient sans discussion (puisque « objectives » !) à votre subjectivité.

**Cet objectivisme est-il celui dont parlait Ayn Rand ?**

Oui, mais il provient originellement de la physique galiléo-newtonienne et du surplomb croissant de l'État et du capital sur la société.

**La « modération extrémiste » relèverait-elle de ce qu'Alain Deneault appelle de son côté la « politique de l'extrême centre » ?**

Oui. La modération extrémiste, c'est Macron, par exemple. Sous des dehors souriants, il mène une politique extrémiste en faveur du techno-capital, politique qui s'appuie sur le fanatisme de la neutralité statistique. Macron est bienveillant dans le langage et malveillant dans ses décisions. La difficulté est donc de faire comprendre que l'extrémisme se trouve aujourd'hui dans la soi-disant neutralité de la technoscience et de l'économie. Fukushima, Bure, l'aéroport de Notre-Dame des Landes sont ou étaient des projets extrémistes, tout comme la leçon entrepreneuriale que l'Occident donne à l'Afrique. De quoi nos despotes élus se mêlent-ils ?

**Un numéro spécial de Kairos est intitulé « L'Occident terroriste ». Alors que cette expression semble contraire au bon sens délivré par les médias, comment la comprenez-vous ?**

Je ne suis pas spécialiste du ou des terrorismes, mais une chose me semble certaine : l'Occident, qui a placé toute la vie humaine sous le signe de la Nécessité philanthropique (« on n'arrête pas le Progrès »), a placé la violence aussi sous le signe de la Nécessité. Dans la plupart des sociétés anciennes, la violence se donnait parfois libre cours, mais sous le signe de la contingence : elle aurait pu ne pas avoir lieu. Dans l'Occident moderne, la violence doit nécessairement avoir lieu. Violence nécessaire de la colonisation (car il fallait apporter la civilisation aux sauvages), terrorisme économique du capital qui,

au nom du nécessaire bonheur de tous (c'est-à-dire de la nécessaire croissance des profits), doit jeter des hommes dans la précarité, violences de l'État contre les zadistes, terreur des États-Unis contre l'Irak, d'Israël contre les Palestiniens, de la France contre le Mali. Comme l'a montré Zygmunt Bauman, le judéocide perpétré par les nazis fut un produit nécessaire du capitalisme industriel européen – un accident « normal », dit-il.

**Faut-il, pour « sauver » la civilisation, se débarrasser de notions modernistes comme l'instabilité, la complexité, le pragmatisme et même d'une idée bouddhique comme l'impermanence ?**

Il est probable que les notions dont vous parlez soient liées à la religion du progrès. On voit bien que l'accélération technologique a des effets destructeurs sur les relations humaines, sur la nature. Tout dépend de ce que l'on entend par instabilité ; si c'est l'instabilité due à l'écoulement du temps, il serait illusoire de chercher à s'en débarrasser. Mais dans notre civilisation, on considère que l'instabilité doit être recherchée. C'est le « bougisme ». Il faut plier l'échine sous le fouet à grande vitesse de la techno-économie. Depuis quelques années, un mot fait florès, « résilience ». Considérant que toute chose doit être soumise à une instabilité généralisée, à des chocs (« de compétitivité » !), les oligarques et leurs idéologues font de la résilience la preuve positive de notre capacité à nous adapter aux chocs qu'ils nous imposent. Beauté de la philanthropie !

**Certains, pourtant inquiets de la démiurgie technoscientifique, affirment par ailleurs qu'il ne faut pas brider la recherche scientifique fondamentale, car chercher toujours plus loin serait dans l'essence de l'homme...**

Question complexe ! Qu'est-ce qui est dans l'essence de l'homme ? L'infini besoin de connaître, y compris scientifiquement ? Peut-être, mais pas sûr. Je pense pouvoir dire ceci : l'essence de l'homme c'est l'infini de l'imaginaire dans le fini de la réalité sensible. Nous avons besoin d'imaginer à l'infini ? Très bien (c'est peut-être une bonne définition de l'art et de l'homme). Le problème c'est que nous sommes dans une société archi-utilitariste. Dès que la science dite fondamentale trouve quelque chose, « il faut » que la trouvaille soit appliquée, quelles que soient ses conséquences sur nous. En réalité il est devenu très difficile de distinguer entre science fondamentale et science appliquée. Je ne dis pas que la distinction ne puisse pas revenir un jour. Mais aujourd'hui elle n'existe pas. Le Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire (CERN, Genève) c'est du fondamental ou de l'appliqué ? Le CERN est une technologie sophistiquée de plusieurs milliards d'euros : qui peut croire que c'est de la science pure et fondamentale ? Qui a payé ? Qui finance ? Qui va tirer profit des investissements ?

## DE LA SACRALITÉ POLITIQUE

Entrevue avec Marc Weinstein

**Un ami marxiste me disait qu'un jour la science résoudre toutes les questions philosophiques, y compris celles de la métaphysique...**

Un certain marxisme se nourrit de la religion technoscientifique occidentale. Il serait plus raisonnable de considérer que nous sommes des êtres sociaux et que la première modalité de notre existence et du déploiement de notre imaginaire social n'est pas le savoir objectif, mais le pouvoir commun. Si celui-ci est menacé par l'objectivisme scientifique, il faut réagir en le bridant.

**Ne bride-t-on pas alors l'essence même de l'homme ?**

Encore une fois, si l'essence de l'homme c'est l'infini de l'imaginaire dans le fini des corps sensibles, on ne bride pas cette essence quand on limite des recherches qui risquent de porter atteinte aux corps sensibles (d'où vient la bombe d'Hiroshima sinon de la science fondamentale ?). Au contraire, en bridant collectivement, au terme d'un débat démocratique, certaines recherches scientifiques fondamentales, on protégerait l'essence de l'homme. La science moderne, notamment la physique mathématisée, a oublié que le « savoir » a d'abord à voir avec la « saveur », donc avec la sensibilité corporelle. Aujourd'hui les molécules chimiques qu'on trouve dans la nourriture industrielle et dans les cosmétiques cancérisent les corps. On ne peut pas laisser faire.

**Comment expliquez-vous que les idées transhumanistes semblent faire leur chemin dans l'opinion publique ? Ceux qui en seraient des victimes s'en réjouissent.**

Il me semble qu'il y a deux facteurs convergents qui permettent de comprendre cette diffusion (mais pas de l'expliquer). D'abord, il y a la religion moderne, que j'appelle la scientolâtrie ; elle est un cas particulier de la Signification Imaginaire Générale de l'Occident moderne : la (pseudo)maîtrise (pseudo)rationnelle de la nature (dans la définition de Castoriadis). Cela, c'est le premier facteur. Le second, c'est que, comme dans beaucoup de religions, la scientolâtrie a ses grands prêtres, en l'occurrence les PDG du secteur transhumaniste et les journalistes médiatiques, qui nous « vendent » les idées transhumanistes sans recul critique. Les éventuelles victimes s'en réjouissent parce qu'on leur vend du rêve, la promesse de l'immortalité. Mais votre question met dans le mille : les hommes technolâtres d'Occident sont suicidaires. On le voit bien dans des films de SF comme *Minority Report*, *Bienvenue à Guattaca* ou *I, Robot*. Pour ma part, à l'heure de ma mort, j'espère avoir à mes côtés mes proches plutôt qu'un transhumain plus ou moins robotisé.

**Pour affronter l'effondrement à moyen terme, faudra-t-il plus ou moins d'État ?**

Si pendant l'effondrement on veut maintenir l'injustice de l'ordre social tel qu'il est, il faudra plus d'État répressif ; si on veut « profiter » de l'effondrement pour embellir la vie, il faudra moins d'État et plus de communautés autonomes et fédérées. Prenons exemple sur certains peuples premiers, par exemple les Jarawas dans le récent documentaire *Nous sommes l'humanité*. Je ne dis pas qu'il faut vivre comme eux, je demande simplement : et si nous essayions de retrouver une part de l'insouciance qui est celle des Jarawas ? De surmonter ainsi notre angoisse gadgetomaniaque ?



Illustration: Benjamin Tejero

« Résistance » est un beau mot, qui doit concerner aussi le présent. Cela dit, la lutte des classes ne peut pas être un idéal politique. Essayons de trouver des solutions politiques pour arriver à une société sans classe, mais pas sur une base industrielle. Tôt ou tard, nous serons amenés – sauf effondrement total – à renouer avec le primat du social, du sacré et de la culture, trois synonymes à mes yeux. Jusqu'à l'avènement du capitalisme, le socio-culturel était premier dans presque toutes les sociétés. Bien sûr que les hommes produisaient des biens « matériels », mais cette activité était encadrée dans des rites socio-culturels. Chez les Achuar (Amazonie), la récolte potagère n'est pas un travail au sens économique, c'est une sorte de rite mythique au cours duquel on cueille les légumes qui sont les enfants de Nunkui, l'esprit des jardins. On ne sortira pas de l'impasse sans se défaire de ce qui nous y a conduits, à savoir la priorité donnée à l'économie, qui détruit la culture sociale. En France, la devise « Liberté-Egalité-Fraternité » devrait présider à tout le reste, car dans le principe elle est sacrée.

**Est-ce de l'idéalisme ?**

Non, car l'idéalisme chrétien sécularisé c'est la bienveillance dans les mots et la malveillance dans les actes. Il y a quelques semaines, le député européen Philippe Lamberts a joliment « mouché » Macron en lui montrant qu'il clamait en mots les valeurs « Liberté, Égalité, Fraternité », mais que dans ses actes gouvernementaux il bafouait ces trois valeurs. À la religion idéaliste qui sépare les mots et les actes, nous devrions substituer la sacralité politique qui les réunit. Ne confondons pas le religieux et le sacré.

**Vous préconisez de parler dorénavant de « dividu » plutôt que d'individu. Pouvez-vous expliquer ?**

J'emprunte ce terme à Günther Anders. Nous devrions être des individus, c'est-à-dire des personnes qui ne sont pas divisées, coupées du social. Malheureusement, la société industrielle nous a divisés-coupés du social et de la nature. Nous sommes donc des dividus, des atomes. Pour sortir de cette atomisation, il nous faudrait retrouver le grand principe du cercle créateur : les individus font la société, et la société fait les individus. Nous sommes des êtres parlants, la langue est la preuve même que c'est la société parlante qui forme l'individu parlant. En retour, celui-ci, en parlant, fait la vie de la langue.

**Vous sentez-vous proche de la décroissance ?**

Je suis un peu gêné par le terme de décroissance parce qu'il semble refléter la même optique quantitative que la croissance, en se contentant de remplacer le plus par le moins. Par contre, j'approuve les pratiques qui sont derrière le mot : elles sont clairement qualitatives, elles mettent du mieux dans la vie des gens, elles tendent à réenchanter le rapport homme-monde, comme on le voit dans les relations que les zadistes de Notre-Dame-des-Landes nouent avec le bocage et avec les animaux. Nous ne survivrons pas si nous ne resacralisons pas le monde. Comme le suggère Merleau-Ponty, le monde est notre autre corps, en plus de notre corps personnel, et nos deux corps sont en relation d'entre-tissage.

**Propos recueillis en mars 2018 par Bernard Legros.**

**On entend souvent dire chez les militants que le pouvoir a peur et donc réagit en se cabrant dans des mesures sécuritaires. Ne peut-on pas au contraire imaginer qu'il est conscient d'avoir la situation sous contrôle, et qu'inversement, la peur est dans notre camp ?**

Difficile de répondre. Je n'ai pas l'impression que dans l'immédiat les oligarques aient peur, car ils tiennent toutes les manettes. Quand ils prennent des mesures liberticides, ils alimentent un cercle vicieux. Quelque part, « la vie est bien faite » : nous, Occidentaux, sommes allés semer le chaos social et moral dans les colonies, et maintenant que le boomerang du chaos nous revient à la figure, cela permet à l'oligarchie de serrer la vis sécuritaire. L'obsession sécuritaire de McWorld et le terrorisme djihadiste sont des ennemis complémentaires : nous devons les rejeter tous les deux.

**Contrairement aux marxistes, vous faites un distinguo entre l'économie de marché et le capitalisme...**

Plutôt entre le marché et le capitalisme. Polanyi a fait la distinction avant moi. Traditionnellement, le marché était encadré dans la société. Il était limité dans l'espace et dans le temps (un peu comme les marchés actuels où l'on trouve les fruits et les légumes de nos paysans locaux). Mais aujourd'hui, le marché s'est si bien dés-encadré de la société que c'est lui, au contraire, qui encadre et envahit tous les « secteurs » de la société. Le marché devient totalitaire.

**Est-il plus souhaitable que l'économie planifiée ?**

Non ! Il y a deux extrêmes dans la modernité : l'économie totalement étatisée qu'on a connu en URSS et en Chine communiste, et de l'autre côté, la société totalement marchandisée qu'on a aujourd'hui. Il nous faut retrouver désormais le sens du marché encadré, de l'autonomie productive (agricole et artisanale), et de la coopération avec d'autres unités pour obtenir le complément que nous sommes incapables de produire nous-mêmes.

**La lutte des classes a-t-elle un avenir ?**

Tant que la classe dominante fait la guerre à la classe dominée, il faudrait que celle-ci résiste. La

# RENCONTRE AVEC ROB HOPKINS

*Suite à l'article paru dans le Kairos 34, « Gare au silence radio(-actif) », nous avons été à la rencontre de Rob Hopkins, père des Villes en Transition, afin notamment de connaître sa position sur un sujet essentiel qu'est celui du nucléaire. Si des points communs existent, il en ressort toutefois que nos perceptions de l'action politique et du changement sont profondément différentes de celles de l'auteur du « Manuel de Transition, de la dépendance au pétrole à la résilience locale ».*

**De plus en plus d'auteurs, de scientifiques, d'intellectuels annoncent un « effondrement de civilisation ». Ils sont considérés comme pessimistes, voire catastrophistes, alors qu'eux se disent réalistes. Vous disiez dans un entretien lors de votre passage en Belgique en novembre 2017 : « le pessimisme est un luxe que l'on ne peut pas se permettre » et, dans le documentaire sur la ville d'Ungersheim, vous laissez entendre que « l'on peut se passer des informations concernant le pic pétrolier et le réchauffement climatique contenues dans la première partie du manuel de transition. » Ne pensez-vous pas que promouvoir uniquement l'optimisme ainsi qu'une vision positive des choses, c'est se couper d'un moteur essentiel ?**

Quand j'ai commencé à étudier la question du pic pétrolier en 2005-2006, j'étais capable de lire un article particulièrement déprimant ou de regarder un film traitant de collapsologie, et de me dire « d'accord, bon, commençons à cultiver, faisons quelque chose ». À cette époque, je pensais que tout le monde était capable de transformer ce sentiment de peur en action concrète. Mais avec le temps, j'ai fini par réaliser qu'il n'y a qu'un faible pourcentage de personnes qui le peut vraiment. Et je pense que l'impact des messages terrifiants sur l'effondrement a un effet contre-productif sur le reste des gens. Une partie de mes recherches porte sur le cerveau et l'imagination, et plus spécifiquement sur l'hippocampe. L'hippocampe est l'épicentre de l'imagination, et est vulnérable au cortisol, une substance chimique que nous sécrétons en situation de stress, d'angoisse ou de dépression, ce qui provoque un rétrécissement de l'hippocampe. Notre imagination se contracte dans ces circonstances. Alors que si l'on parle aux gens des possibles, de ce qui pourrait advenir, la réaction est complètement différente.

Il y a une dizaine d'années, je commençais mes présentations par une série de diapos sur le changement climatique, le pic pétrolier, bref, des choses effrayantes. Et je voyais les gens, dans la salle : leur corps s'affaissait, c'était trop. Alors qu'en parlant de ce que l'on peut imaginer et réaliser ensemble, en racontant les histoires d'autres personnes qui concrétisent des choses incroyables, les gens se penchent en avant, ils sont à l'écoute, très présents et très alertes. Je continue à parler du changement climatique et du pic pétrolier, mais j'approche ces questions plutôt sous l'angle de l'épidémie de solitude, d'isolement sociale et d'exclusion économique qui fait rage, car ces choses-là sont aussi en train de se produire. Donc, lorsque je fais une présentation devant 600 personnes, comme hier soir à Louvain-la-Neuve, si je commence à parler d'effondrement... cela n'a pas le même impact.

**Avez-vous déjà pensé ou étudié les conséquences que la fin du pétrole bon marché pourrait avoir sur les centrales nucléaires mondiales ? Quelle est votre opinion sur les questions que nous soulevons dans notre article<sup>(1)</sup> ?**

Je pense qu'il y a un réel danger dans le fait de mettre en place une telle infrastructure en supposant que nous aurons toujours accès aux énergies fossiles bon marché. C'est une hypothèse très dangereuse. L'exploitation du nucléaire a toujours été fondée sur l'idée que les générations futures seront plus intelligentes que la nôtre, et seront capables d'inventer des solutions au problème de la gestion des déchets radioactifs, ou à celui du démantèlement des centrales, auxquelles nous n'avons pas encore pensé aujourd'hui. Mais c'est une hypothèse stupide, car ce qui va se passer, c'est que nous allons basculer dans une époque où il y aura de moins en moins d'énergie et de ressources, nous vivrons une époque où nous devons affronter l'impact et les aléas du changement climatique. Et nous nous retrouverons avec cette infrastructure sur les bras, qui demeurera un problème pendant des dizaines de milliers d'années. Continuer à construire des centrales nucléaires dans un tel contexte est d'une stupidité monumentale. L'effort pour développer une économie non nucléaire et renouvelable est donc essentiel.

L'âge des énergies fossiles nous laisse de nombreux héritages, comme celui du plastique, que l'on retrouve dans le corps de créatures marines vivant à 11 kilomètres de profondeur... mais je pense que l'article a raison de soutenir que le nucléaire est l'un des pires héritages qui nous ait été transmis.

**Comment prendriez-vous position par rapport à la réalité du nucléaire et au danger potentiel mais réel de ces centrales en cas de crise pétrolière ? Quelle action pourriez-vous avoir pour aider à accélérer la sortie du nucléaire ?**

Le gouvernement anglais a voté la construction d'une énorme centrale nucléaire, qui sera construite conjointement par EDF et une entreprise chinoise pour un coût exorbitant. C'est uniquement viable parce que le gouvernement leur a promis un prix par unité d'électricité - alors que les énergies renouvelables coûtent déjà la moitié du prix. C'est de la folie ! C'est comme si, aujourd'hui, vous payiez des centaines d'euros pour un VHS. C'est absurde ! Je pense qu'il est urgent que nous abandonnions l'énergie nucléaire et les énergies fossiles, et c'est aujourd'hui réalisable. Particulièrement si nous avons une baisse de la demande énergétique et une hausse des moyens de conservation. Lorsque nous créons de l'énergie renouvelable, ce sont les communautés où les structures sont installées qui en

bénéficient principalement. Pour moi, le nucléaire n'a aucun rôle à jouer dans un futur en transition.

De mon point de vue, l'un des aspects essentiels de la transition est l'art de réduire les obstacles qui empêchent les gens de s'investir. Il y a ceux qui disent que la transition devrait promouvoir l'alimentation végétane ou végétarienne, se déclarer anti-capitaliste... mais à mon sens, une communauté solide est basée sur la confluence d'un grand nombre de personnes aux aspirations diverses. Si, au sein de la diversité de la transition, nous mettons certaines choses en avant, si l'on disait « si vous êtes engagé dans la transition, alors vous devez être d'accord avec ceci ou cela », ce serait contre-productif. Il y a sûrement un grand nombre de personnes faisant partie d'un groupe de transition qui sont opposées au nucléaire, il y en a d'autres qui pensent que c'est une bonne idée, parce que le nucléaire participe d'un mix énergétique décarboné. Donc plutôt que de se déclarer en tant que groupe de transition anti-nucléaire, ou de promouvoir de nombreuses discussions à propos du nucléaire, nous avons utilisé un outil appelé *fishbowl*<sup>(2)</sup>, permettant aux gens d'avoir une conversation ouverte, d'exprimer leurs idées et leurs émotions sur tel ou tel sujet. Ils ont ensuite le temps de discuter, d'assimiler les informations. Nous essayons de nous tenir à l'écart d'un débat polarisé, de ramener les éléments de la discussion à la signification qu'ils peuvent avoir pour les gens concernés. Dire que la transition devrait être plus radicale, plus politique, plus explicitement anti-capitaliste, revient à essayer de couper son pain avec une cuiller. Ce n'est pas l'objectif de la transition. La transition est un outil conçu afin de rassembler une grande diversité d'individus autour de l'idée de rendre leur communauté plus résiliente, et aussi ouverte que possible. Au sein de ma communauté, je fais partie de divers projets où l'ensemble du spectre social se côtoie, des gens très conservateurs comme d'extrême gauche, et nous travaillons ensemble, que ce soit à la création d'une brasserie ou à la construction d'habitations. Si je disais : « pour participer à ce projet, vous devez être anti-nucléaire »... il y a des chances pour que je me retrouve seul. Les gens qui en viennent à la transition y apportent leurs connaissances, leurs passions, leurs convictions. Mais je pense qu'il est parfois préférable de les laisser dehors, de se rencontrer en tant que communauté, plutôt qu'en tant qu'individus aux positions très marquées.

**La transition met en garde contre le pic pétrolier et le changement climatique, pourquoi ne pas inclure la lutte antinucléaire dans l'histoire globale de la transition ?**

Dans le premier ouvrage, en 2008 - il y a longtemps - nous envisagions la transition comme une réponse

## RENCONTRE AVEC ROB HOPKINS

Propos recueillis par T. Bourgeois et L. Harutunian



Illustration : Pierre Mercier

au pic pétrolier et au changement climatique. Ensuite, après plus ou moins trois ans, nous nous sommes adressés au mouvement, qui était devenu assez vaste, et avons posé des questions aux gens. « Pourquoi êtes-vous entré en transition ? Je sais pourquoi j'ai commencé à pratiquer la transition, mais pourquoi êtes-vous entré en transition ? » Et nous avons reçu une longue, longue liste de réponses. « Je suis entré en transition car je me sentais seul, ce n'est plus le cas maintenant ». « Je pratique la transition car c'est une opportunité de participer à des projets que je voudrais voir se concrétiser ». La liste est longue. La transition n'est pas un parti politique. Elle n'a donc pas besoin de définir des politiques. Et de mon point de vue, la question du nucléaire est plus intéressante si nous la maintenons ouverte dans un espace de conversation. Si je déclarais que la transition est antinucléaire, nous aurions d'interminables débats sur le sujet. Mon inquiétude, comme je l'ai dit, est qu'une telle attitude aurait le potentiel d'exclure des personnes qui auraient beaucoup de choses à apporter.

Une très longue campagne anti-fracking a eu lieu à Balcombe, le premier site d'extraction de gaz de schiste du Royaume-Uni. Dans le même temps, la communauté de Balcombe, très inspirée par la transition, a lancé une collecte locale de fonds afin de financer une installation d'énergie solaire dans le village, qui produirait la même quantité d'énergie que la fracturation hydraulique du gaz de schiste contenu dans le sol. Quand on me dit que la transition

devrait être plus politique, j'ai envie de répondre : « donc vous pensez vraiment que tenter d'empêcher l'exploitation du gaz de schiste est plus politique que mobiliser la communauté pour investir dans la création d'une installation solaire en copropriété ? » Je pense pour ma part que ces deux démarches sont également politiques, mais que l'une d'entre elles implique beaucoup plus l'ensemble de la communauté.

**Nous comprenons la logique inclusive de la transition, son empathie pour le genre humain, patrons de multinationales et grosses fortunes compris, ainsi que ses procédés "stratégiques" pour fédérer un maximum de personnes pour changer de modèle de société. Nous trouvons malgré tout qu'il y a une incohérence, voire quelque chose de quasi immoral dans le fait de s'adresser aux représentants des multinationales et aux capitaines d'industrie comme à des partenaires. Vous avez dit vous-même : « Le fait d'avoir laissé le business devenir si puissant nous a poussés au bord de l'éradication de notre propre espèce ». Ne sont-ils pas les artisans et les bénéficiaires de la prédation des ressources et du travail d'autrui au détriment de l'ensemble du vivant et de l'humanité tout entière ? Travailler en partenariat avec les acteurs du capitalisme, cela n'équivaut-il pas à légitimer et cautionner leur action ? N'est-il pas de notre devoir de dire non, et de faire le nécessaire pour les empêcher de nuire (comme on le ferait pour des**

**criminels, ce qui n'empêche pas la compréhension ou l'empathie pour les criminels) et donc, en toute logique de nous dissocier de leur action ?**

Bien que je comprenne et sois sensible aux sentiments contenus dans votre question, je ne suis pas sûr d'être d'accord avec votre conclusion. La Transition est très ambitieuse. Notre tâche, au cours des 10 ou 20 prochaines années, est énorme. S'imaginait-on vraiment pouvoir générer la quantité d'énergie renouvelable nécessaire à prévenir le changement climatique avec le seul capital qu'il est possible de rassembler au sein de nos communautés ? Si notre but est de réorienter les systèmes agraire et alimentaire de manière à ce que les villes et villages soient nourris par les terres environnantes, pouvons-nous vraiment l'atteindre sans impliquer les organismes majeurs, publics et privés, qui achètent la majeure partie de la nourriture ? Si nous impliquons les hôpitaux, les universités, les grandes entreprises, de manière à ce qu'ils achètent la nourriture et l'énergie renouvelable produites, et qu'ils transfèrent leurs investissements de leurs *holdings off-shore* aux entreprises et coopératives locales, nous pouvons avancer beaucoup plus vite.

(1) « Gare au silence radio (actif) », Kairos avril-mai 2018.

(2) Bocal à poissons, NDT.

## RENCONTRE AVEC ROB HOPKINS

Propos recueillis par T. Bourgeois et L. Harutunian



Illustration: Pierre Mercier

Donc ma réponse à votre question est que s'il existe des entreprises qui réalisent qu'il est dans leur intérêt d'être implantées là où se trouvent leurs bureaux, qu'elles désirent soutenir la Transition, et que nous refusons leur soutien sous prétexte qu'elles sont capitalistes, cela me semble contre-productif et vain. Ce qui m'intéresse est de trouver un terrain d'entente dans chaque situation. Ceci dit, cela doit se passer selon nos termes. Je ne propose pas que les groupes de Transition soient sponsorisés par de grosses entreprises ni que ce genre de connexions distraient ces groupes du travail qu'ils accomplissent, mais il me semble qu'une Transition réussie implique de travailler avec des gens avec qui nous pourrions ne pas nous sentir à l'aise à l'heure actuelle. Non pas dans le sens de « se renier », mais plutôt dans l'optique de savoir que nous faisons quelque chose d'important, de génial, que nous sommes plus imaginatifs qu'eux, et qu'ils peuvent tirer des bénéfices du fait de travailler avec nous. Ils sont également bien meilleurs que nous au niveau de la gestion d'entreprise. Ces atouts nous sont nécessaires en vue de créer la nouvelle économie qui remplacera celle où nous vivons actuellement. Comme je l'ai dit par rapport à la question nucléaire, je pense que moins nous nous dresserons contre les choses auxquelles nous sommes opposés, plus notre impact sera grand.

**La lutte pour le changement climatique s'accompagne trop souvent d'un désintérêt pour celle pour la justice sociale. Pourtant, il semble bien que le combat écologique ne puisse se faire sans le combat social, dès lors que la lutte pour une véritable justice sociale (assurer à tous des conditions de vie décentes) implique inévitablement celle contre les monopoles que sont les multinationales, pour la limitation des fortunes, l'instauration d'un salaire maximum, pour le partage du temps de travail, une disparition/reconversion des activités nuisibles (pub, nucléaire, armement), ainsi qu'une relocalisation des activités. Cette lutte pour une société décente contient en elle-même la question des limites et donc celle du rapprochement de l'homme et de la nature. La lutte sociale peut dès lors sembler inclusive (puisque entraînant naturellement un changement écologique) et révolutionnaire, et doit être une priorité. Qu'en pensez-vous ?**

Il est clair que la justice sociale est au cœur de toute solution au changement climatique. La Transition regorge de littérature à ce sujet. Les deux vont de pair, c'est évident ; tous les projets de Transition sont bâtis sur cette base. Lorsqu'ils ouvrent un bu-

ness, la plupart des groupes créent des coopératives. A Liège, ils ont créé 14 coops au cours des 4 dernières années ! Nous devrions aussi nous rendre compte que la Transition est une « technologie », si on veut, imaginée pour fonctionner à l'échelle locale. Ce qui explique en partie son efficacité, c'est qu'elle réduit au minimum les obstacles qui empêchent les gens de s'investir, sans mettre au premier plan une liste des choses auxquelles elle s'oppose. La justice sociale motive beaucoup de gens, mais la question des limites et de la croissance nécessite d'être traitée plus habilement. À Totnes, nous avons créé un projet proposant une toute nouvelle approche du fonctionnement de l'économie, ce qui a attiré les nombreuses entreprises qui s'y sont jointes. Et ce non pas en questionnant la croissance, mais en évoquant les nouvelles opportunités, les nouvelles possibilités et la vision passionnante du genre d'avenir que nous pourrions créer. Cela me semble être une approche bien plus puissante.

**Le développement du numérique est présent dans les rêves de beaucoup d'individus alors même qu'ils s'inscrivent dans les réseaux de transition, ou qu'ils sont au minimum sensibles et positifs vis-à-vis de la transition. Or ce développement est un phénomène loin d'être purement abstrait, détaché des ressources. Cela signifie des projets financés à coups de centaines de millions sur lesquels il n'y a aucune transparence ni discussion publique, des dégâts sanitaires et environnementaux, des désastres sociaux, anthropologiques... Bref incompatibles avec une société qui se veut écologique ou en mouvement vers la transition. Quelle est votre position par rapport au développement du monde numérique (robotisation, IA, transhumanisme...) ?**

Cela m'inquiète profondément. Il y a quelque temps, j'ai demandé à Douglas Rushkoff, l'auteur de *Present Shock*<sup>(3)</sup>, quel avait été l'impact de la révolution digitale au cours des 20 dernières années, et il a répondu : « Nous avons désactivé les capacités cognitives et collaboratives nécessaires pour affronter le changement climatique ». Je m'inquiète du fait que la longueur de nos périodes d'attention soit à présent fracturée, nos systèmes tellement saturés, bouleversés par un monde constamment en mode "On", à tel point que nous sommes beaucoup moins aptes à nous coordonner et à faire ce qui doit être fait. La robotisation et l'intelligence artificielle me semblent être les signes d'un éloignement de la créativité humaine, du rapport à l'autre, et un pas de plus vers la concentration de richesse et de pou-

voir entre les mains d'un nombre de plus en plus restreint d'individus. Des questions fondamentales quant aux nouvelles technologies, il me semble, seraient : « Est-ce qu'elles créent plus ou moins d'interaction humaine ? Est-ce qu'elles augmentent ou diminuent les capacités d'attention et de concentration ? Rassemblent-elles des données afin d'augmenter la portée du Big Data ? Est-ce qu'elles centralisent ou décentralisent les richesses ? ». Je pense également que l'idée que nous puissions nous passer du travail et laisser les robots tout faire à notre place est vraiment toxique. Peut-être, pour certains travaux, mais un travail qui a du sens constitue une part importante de notre vie.

Je suis également troublé par le déclin de l'intérêt pour la lecture, de la capacité de concentration et d'observation, de l'aptitude à ne pas s'ennuyer... je pense que toutes ces choses montrent que nous fonctionnons de plus en plus à un niveau superficiel plutôt que d'aller en profondeur. À mon sens, les solutions qui nous permettront de traverser les crises auxquelles nous sommes confrontés proviendront d'un travail d'imagination, et notre imagination a besoin de toutes ses capacités pour être au faite de sa force. J'ai l'impression que nombre de ces technologies sont issues de l'esprit de personnes qui ont perdu le lien avec le monde naturel, avec le sol sous nos pieds, avec les communautés qui les entourent. Bien sûr, la technologie peut jouer un rôle dans la Transition, mais elle doit être à son service, et non agir à son détriment.

Propos recueillis par T. Bourgeois et L. Harutunian, le 23 mars 2018. Questions de T. Bourgeois, L. Harutunian, A. Penasse, R. Delobel. Retranscription et traduction : Grégory Defourny

(3) Éditions Penguin, mars 2013.

# NOTRE RÉPONSE À ROB HOPKINS

Les désaccords que nous avons avec Rob Hopkins ne sont pas des désaccords superficiels mais marquent une ligne de fracture générale entre les tenants de la pensée positive qui considèrent que la « Transition » pourra avoir lieu sereinement et sans grands bouleversements et les autres pour qui le changement implique une modification drastique de nos modes de vie, et donc une réduction massive de notre consommation. Pour ces derniers, l'énergie offerte par le pétrole ne pourra jamais être compensée par les énergies renouvelables qui ont un taux de rendement nettement plus faible que celui du pétrole.

Si créer la peur et le stress n'est pas un objectif, c'est d'emblée une réaction qu'il faudra gérer si on accepte que tout devra changer. Tenter à tout prix d'éviter ces émotions, c'est inévitablement amener à occulter les informations qui pourraient les générer, et donc omettre des éléments importants, notamment celui qu'il faudra consommer et produire beaucoup moins, que nous devons nous passer de beaucoup de choses qui remplissent le vide laissé par la pauvreté des rapports sociaux en système capitaliste, pour quelque chose de mieux (travail plus libre, harmonie homme-nature, retour de la capacité de créer, loisirs non-marchands, etc.) que nous ne connaissons pas encore. Mais cette question de la diminution énergétique, si elle est ignorée par la plupart des politiciens, est-elle pour autant correctement appréhendée par ceux qui se réclament de la transition ? Que veut dire Rob Hopkins lorsqu'il demande si on s'imagine vraiment « pouvoir générer la quantité d'énergie renouvelable nécessaire à prévenir le changement climatique avec le seul capital qu'il est possible de rassembler au sein de nos communautés ». Cette position ambiguë reflète leur réserve sur la question de la réduction énergétique indispensable au changement, car il ne faudra pas « une quantité d'énergie renouvelable nécessaire pour prévenir le changement climatique », mais un niveau de consommation adapté à ce que le renouvelable peut nous offrir, et donc bien moindre que celui que nous offrent les énergies fossiles. La transition nous berce ainsi de l'illusion du renouvelable sans grands impacts sur nos modes de vie.

La naïveté, ou le subterfuge, qu'il y a par ailleurs dans l'idée de vouloir parler aux multinationales et de les intégrer dans la démarche de transition, est quelque chose d'extrêmement dangereux pour nous. Cette position, si elle est sincère, montre une profonde méconnaissance du fonctionnement de ces organisations totalitaires, dont l'objectif ultime a toujours été la croissance de leur profit, à tout prix. De fait, si Rob Hopkins espère les embarquer avec lui, la priorité des uns et des autres sera tout à fait différente. Là où le premier verra dans la collaboration avec les multinationales un moyen d'atteindre l'objectif de la transition, « d'un monde



décarboné », ces dernières verront dans l'application de quelques principes de transition un moyen d'atteindre ce qui a toujours été leur leitmotiv : plus d'argent, plus d'argent, plus d'argent.

Comme le disait Alain Deneault à propos de la multinationale Total : « On a donc en Total une société qui agit dans l'exploitation conventionnelle du pétrole et du gaz, tout en comptant parmi les fournisseurs de premier plan de l'énergie de demain. C'est-à-dire qu'une fois qu'on aura pillé les ressources, qu'on aura asséché les réserves, brûlé ce qu'on a à brûler pour rentabiliser les investissements et générer des bénéfices colossaux, alors on passera à la transition. Le désastre écologique et économique qu'on aura provoqué en épuisant les richesses naturelles, Total et ses pairs en feront les fondements d'un nouveau marché... »<sup>(1)</sup>. Ayant épuisé toutes les possibilités de pollution « conventionnelle », les multinationales se rabattront ainsi sur les énergies renouvelables, pas parce que Rob Hopkins les aura convaincues, mais parce qu'elles doivent économiquement le faire.

« La transition n'est pas un parti politique ». Certes. Mais ce n'est pas pour autant qu'elle n'a donc pas besoin de définir des politiques ». Chercher à faire consensus en ne froissant personne (en n'émettant pas des arguments contre le nucléaire par exemple) est justement le propre des partis politiques. Comme le disait Simone Weil : « La première fin, et, en dernière analyse, l'unique fin de tout parti politique est sa propre croissance, et cela sans aucune limite »<sup>(2)</sup>. Est-ce la même situation pour le

mouvement de la transition ? Comment savoir alors si, une fois un mouvement de masse constitué, les gens chercheront à faire le bien, d'autant plus qu'ils ont été réunis autour de raisons floues ? L'objectif est-il d'atteindre le plus grand nombre, sans consistance, ou de donner du sens et de toucher le plus possible de ceux qui y adhèrent. Que veut dire « la transition est un outil conçu afin de rassembler une grande diversité d'individus autour de l'idée de rendre leur communauté plus résiliente, et aussi ouverte que possible ». N'est-ce pas un slogan, « résiliente », « ouverte », propre au manque de précision sémantique de nos sociétés ?

En fin de compte, nous ne sommes pas à tout prix à la recherche du conflit, nous ne faisons que réagir à la guerre permanente contre l'homme et la nature que génère cette société. Comme disait Martin Luther King : « Le grand obstacle à notre mouvement vient des "réalistes" qui vénèrent plus l'ordre que la justice et qui préfèrent une paix négative, caractérisée par l'absence de tension, à une paix positive, caractérisée par la mise au jour des conflits. Encore fait-il bien préciser que nous, qui produisons les actions directes, ne sommes pas ceux qui produisons les tensions. Nous nous contentons de les dévoiler. Nous les faisons apparaître au grand jour pour qu'on puisse les reconnaître et les traiter ».

Rob Hopkins nous dit tout le contraire que cette sagesse d'un Martin Luther King : « Nous essayons de nous tenir à l'écart d'un débat polarisé, de ramener les éléments de la discussion à la signification qu'ils peuvent avoir pour les gens concernés. Dire que la transition devrait être plus radicale, plus politique, plus explicitement anti-capitaliste, revient à essayer de couper son pain avec une cuiller » (...) Moins nous nous dresserons contre les choses auxquelles nous sommes opposés, plus notre impact sera grand ». Au contraire, nous revendiquons plus que tout la nécessité de nous dresser contre les choses qui nous oppriment, de recréer un débat qu'il n'y a plus, d'être radical, au sens de prendre les problèmes à leur racine, d'être « irréaliste », à savoir de dépasser la résignation et de croire que plus de gens qu'on ne le pense désirent ardemment un changement, qu'ils ne peuvent pourtant encore concevoir. Nous en appelons plus à l'insurrection des consciences qu'à leur endormissement sous des slogans qui font consensus.

La rédaction de Kairos

(1) La version longue paraîtra sur le site, la version courte a paru dans le Kairos d'avril-mai 2018.

(2) « L'obsolescence des partis politiques. "Rencontre" avec Simone Weil », Kairos septembre-octobre 2017.

# LES TECHNOLOGIES DE POINTE ONT-ELLES UN AVENIR ?



Illustration: Cécile Mirande-Broucas

Le message est omniprésent dans les médias : la révolution numérique est en marche. Nous vivons des temps exaltants grâce à une innovation technologique qui élargit sans cesse le champ des possibles. L'intelligence artificielle, l'Internet des objets et la 5G dessinent notre futur. N'ayons pas peur. Nous adapter et anticiper les quelques inconvénients inévitables qui accompagnent tout progrès, voilà l'attitude raisonnable à adopter.

Écoutons Frédéric Donck, directeur régional pour l'Europe de l'ISOC (Internet Society). L'Internet des objets va améliorer la gestion des opérations dans l'industrie, dans l'automobile et les transports, dans les services mais aussi dans nos foyers, nous dit-il (*La Libre*, 26 mai). En fait, les objets connectés sont déjà bien présents. En tout cas, tout se met en place pour les accueillir et préparer les objets familiers à leur nouvelle fonction : communiquer entre eux et communiquer avec nous, par l'intermédiaire d'Internet, de nos écrans (smartphone, tablette, ordinateur) et grâce au réseau à très hautes fréquences (5G). Comme les puces électroniques sont très peu coûteuses, on pourra, ajoute Frédéric Donck, en placer partout, pour notre confort, notre sécurité et notre santé, avec la bénédiction des pouvoirs publics.

- Les frigos dits « intelligents » nous informeront sur l'état de conservation des aliments emballés et étiquetés ; est-il temps de les consommer ou sont-ils périmés ?

- Les voitures nouvellement mises sur le marché depuis le 31 mars 2018 sont, d'ores et déjà, obligatoirement équipées d'un module e Call, dispositif qui alerte automatiquement le 112 en cas d'accident mais est aussi capable d'informer en permanence sur la position et le comportement du conducteur...

- Les bracelets connectés, que nous pourrions bientôt porter, nous informeront en permanence de notre état de santé (tension artérielle, taux de glycémie, rythme cardiaque, ...) et nous éviteront les accidents ou défaillances inattendues.

Ce meilleur des mondes est donc à nos portes... Les responsables politiques sont, au moins complaisants et, pour la plupart, acquis à cette modernité qui favorise selon eux l'avènement du « développement durable ». Sauf que, des éléments fondamentaux sont passés sous silence. Quand on fait état du faible coût des puces, donc des capteurs, pour justifier leur prolifération, on oublie ou on feint d'ignorer les innombrables coûts cachés. Le fonctionnement d'Internet et la communication di-

gitale consomment, aujourd'hui déjà, énormément d'énergie. En 2012, le réseau mondial consommait 8% de la production mondiale d'électricité. Cinq ans plus tard, cette consommation a quasiment doublé malgré les gains d'efficacité réalisés. En cause, l'accroissement du nombre d'utilisateurs dans le monde certes mais surtout celui du trafic de données échangées notamment du fait de la vidéo en ligne. Avec l'Internet des objets, il faut s'attendre à une véritable explosion de ce trafic avec, à la clé, une énorme croissance de la consommation d'énergie et un risque de saturation du réseau, annoncée par plusieurs spécialistes. Au-delà du fonctionnement, il faut aussi évoquer les coûts énergétiques liés à l'infrastructure, à l'extraction des matières premières, à leur traitement et au raffinage des métaux rares indispensables à la micro-électronique et à la qualité des écrans.

Car un aspect, fort peu évoqué, est celui de l'utilisation massive et croissante des métaux rares du fait de la révolution numérique et de la fuite en avant dans les technologies de l'information et des communications. L'Internet des objets implique en effet une société rivée aux écrans. Or, écrans et micro-électronique ne se conçoivent pas sans un cocktail très diversifié de métaux rares incorporés et imbriqués, sans doute en quantités très faibles par appareil, mais quand tout le monde en dispose cela re-

présente des quantités stratégiques, comme nous le fait remarquer le journaliste Guillaume Pitron dans un ouvrage récent.<sup>(1)</sup>

Il est bon de rappeler que les écrans plats nécessitent le recours à sept terres rares, métaux dont la production a lieu quasi exclusivement en Chine, laquelle en contrôle le marché international; les écrans plats nécessitent aussi un métal rare, l'indium, considéré comme irremplaçable par la plupart des experts, et dont les réserves sont très limitées. La micro-électronique fait appel elle aussi très largement aux terres rares (cinq) et à d'autres métaux rares comme le tantale et le gallium. Quant aux mini-batteries, indispensables dans tous les appareils mobiles, elles ont besoin de deux autres métaux rares stratégiques, le cobalt et le lithium.

Les métaux rares et parmi eux les terres rares ont en commun leur très faible concentration dans la croûte terrestre et leur production limitée à un nombre restreint de pays. Leur très faible concentration jointe à la nécessité de les utiliser sous forme hautement purifiée requiert une dépense énergétique inversement proportionnelle à leur concentration. Autrement dit, plus la concentration est faible, plus il faut d'énergie pour l'extraction et le raffinage. On voit bien dans quelle impasse on est en train de s'enfoncer. La Commission européenne, consciente de la nécessité de veiller à la sécurité d'approvisionnement, a lancé, dès 2008, son initiative « Matières premières ». En 2014, elle publiait une liste des matières premières critiques parmi lesquelles tous les métaux rares évoqués ci-avant.

Cette liste a été récemment mise à jour.<sup>(2)</sup> Elle comporte 27 matières premières critiques parce qu'ex-

posées à un plus grand risque de pénurie d'approvisionnement. La Chine est pointée comme le pays le plus influent en ce qui concerne les terres rares, le gallium, l'indium, le germanium et le tungstène, toutes matières premières largement utilisées par les technologies de l'information et des communications. Il apparaît aussi que le taux de recyclage de tous ces métaux rares va de 0 à 1% et n'a quasiment pas progressé depuis 10 ans ; par ailleurs, leur substituabilité apparaît bien comme extrêmement faible.

Que proposent la Commission européenne et son armada d'experts pour en sortir ? Stimuler la production européenne de matières premières critiques en renforçant les activités de recyclage et, le cas échéant, faciliter le lancement de nouvelles activités minières. Elle évoque aussi son plan d'action en faveur de l'économie circulaire.<sup>(3)</sup> Prisonnière de l'idéologie technologiste et marchande qui guide son action depuis des décennies, la Commission n'envisage à aucun moment de remettre en cause la soi-disant croissance verte et immatérielle qu'elle préconise. Il est pourtant évident que le recyclage de métaux utilisés dans des structures composites et de surcroît en proportions infimes est une opération aussi complexe que peu rentable. Évoquer son développement dans une économie de marché ouverte à tous vents relève de l'incantation mystificatrice.

En outre, l'absence totale de référence à l'obsolescence programmée des systèmes électroniques et à toute politique susceptible de l'enrayer confirme la nature profondément hypocrite du discours sur le développement durable et la croissance verte, repris en chœur par les pires pollueurs de la planète.

Alors que le caractère non renouvelable des ressources en énergies fossiles est enfin pris au sérieux, il est temps de prendre conscience qu'il en est de même pour les ressources minérales.

Dans un rapport au Club de Rome totalement ignoré par les médias, Ugo Bardi<sup>(4)</sup> concluait en 2014 : « *Nous sommes en mesure d'empêcher la pire du point de vue de la perturbation du climat mais nous n'empêcherons pas la disparition des minerais. La révolution numérique et l'Internet des objets, avec des technologies de plus en plus complexes et de plus en plus miniaturisées conduisent inéluctablement à accélérer l'épuisement rapide des ressources minérales rares. Rien qu'à ce titre, il est déjà flagrant qu'elles ne conduisent pas à une économie durable* ».

Paul Lannoye

(1) Guillaume Pitron, *La guerre des métaux rares*, Les liens qui libèrent, 2018.

(2) Communication de la Commission relative à la liste 2017 des matières premières critiques pour l'UE ; COM(2017) 490 final ; 13-9-2017.

(3) Boucler la boucle - Un plan d'action de l'Union européenne en faveur de l'économie circulaire ; COM (2015) 614.

(4) Ugo Bardi : *Extracted : How the Quest for Mineral Wealth is Plundering the Planet. A report to the Club of Rome* ; Chelsea Green Publishing ; 2014. La version française *Le grand pillage* a été publiée en 2015 par les Petits matins (Paris) et l'Institut Veblen.

RUBRIQUE

# LE SOIR NOTRE NOUVELLE RUBRIQUE POUR S'ENDORMIR

Le 23 avril dernier dans *Le Soir* : « *La Belgique ne doit pas rater le train des... drones* ». Le 24 avril, un feuillet spécial de 8 pages : « *La voiture du futur* » (à savoir la « voiture autonome »... et le terrible subterfuge qu'est l'utilisation du terme « autonomie », pour ce qui relève d'une complète hétéronomie). Quotidiennement, *Le Soir* s'affaire à convaincre dans leurs certitudes les adultes d'aujourd'hui qui formeront les enfants de demain. S'ils s'esclaffent ponctuellement et de façon hypocrite sur le délabrement du monde, c'est uniquement parce que devant le désastre perçu, ils faut verdir son discours. Mais c'est pour mieux nous convaincre d'accepter bagnoles intelligentes, drones et transhumanisme, ou plus simplement de nous pousser à consommer les produits avec lesquels les actionnaires du *Soir* partagent quelques intérêts.

S'il ne faut pas rater le train des drones, il ne faut pas non plus rater celui des téléviseurs. « *Pourquoi la Coupe du monde est une opportunité pour changer de télé* ». Si vous pensez qu'on a trouvé cet article dans un dépliant de grande surface, détrom-

pez-vous ! C'est dans *Le Soir* en ligne (16/06). Tout au long de l'article, le « journaliste » feint de décrire ce qu'il présente presque comme une manifestation naturelle – le progrès ! –, participant sans même qu'il semble le réaliser, au phénomène. « *Tout cela, c'est bien* [ayant évoqué la croissance des ventes lors des événements sportifs antérieurs]. *Mais devez-vous suivre le troupeau et vous précipiter en magasin pour participer à cette vague audiovisuelle consumériste aux couleurs de la Russie et des Diables rouges ?* ». Eh bien voilà se dit-on, arrivé à ce moment de la lecture : le journaliste retrouve son esprit critique ! Euh..., eh bien, pas vraiment, car ce n'est que pour « rationaliser » le choix du consommateur soumis aux critères communs d'une économie qui fonctionne sur l'obsolescence programmée des objets : « *À vrai dire, tout dépend de votre équipement actuel et, bien entendu, de vos finances. Si votre téléviseur est de taille modeste (moins de 50 pouces de diagonale, soit 127 cm), qu'il a déjà 5 ans dans les pattes, qu'il n'est "que" HD Ready (720 pixels de haut) ou full HD (1080 pixels de haut), que vous avez un petit millier d'euros sous le coude*

*et que vous appréciez les belles et grandes images, lisez bien ce qui suit...* ». En gros : si votre téléviseur est énorme mais que vous en voulez un encore plus grand, que vous avez l'argent pour l'acheter (ou pas, vous n'aurez alors qu'à recourir au crédit), qu'il n'est pas vieux mais qu'on vous dit qu'il l'est (surtout quand votre voisin vient d'acheter le nouveau), que vous n'en avez strictement rien à faire que votre téléviseur de 5 ans va se retrouver dans des décharges en Afrique, alors « *lisez bien ce qui suit* », c'est-à-dire : *Le soir* va vous donner envie d'avoir envie... On vous passe les détails, mais le « journaliste » conclut par on ne peut plus clair : « *Donc même si vous détestez le foot, foncez. Et dites merci au ballon rond qui vous offre de solides opportunités* ». Merci *Le Soir* d'être aussi clair !

A.P.

Envoyez vos perles médiatiques du *Soir* à [info@kairospresse.be](mailto:info@kairospresse.be)

# À QUAND DES RÉPARATIONS POUR LES DETTES COLONIALES ?

*De nombreux pays du Sud ont hérité d'une dette coloniale, imposée par l'ancien pays colonisateur en collusion avec les institutions financières internationales. Alors qu'elles violent clairement le droit international, dans la plupart des cas, ces dettes n'ont jamais été annulées. Des mouvements militent depuis des années afin que des réparations soient assurées.*

Illustration : Clémence Godlier



En 1804, l'indépendance d'Haïti est obtenue face à l'impérialisme français par la rébellion d'esclaves menée par Toussaint Louverture. 21 ans après, en 1825, la France impose à son ancienne colonie une indemnité de 150 millions de francs-or, en la menaçant d'une invasion militaire et d'une restauration de l'esclavage. L'ordonnance royale de Charles X était renforcée le 17 avril 1825 par une flotte de 14 navires de guerre français prête à intervenir face à Port-au-Prince. La première République noire vit ses premières années en quasi-faillite, accablée par cet énorme fardeau financier. Début du XX<sup>e</sup> siècle, les 4/5<sup>ème</sup> du budget étaient destinés au remboursement de cette dette. Au lieu de consacrer cet argent pour les besoins de la population, les finances d'Haïti ont été transférées vers la France et les banques privées. Le cas de la dette coloniale d'Haïti est sûrement le plus violent et destructif. Depuis le pays a vécu sans cesse sous domination étrangère, avec l'influence française ou étatsunienne toujours présente pour étouffer la moindre contestation sociale, économique ou politique.

Sans être exhaustif, on peut citer également les cas du Maroc et de la Tunisie. En 1860, l'Espagne demande un dédommagement au Maroc en échange de leur départ de Tétouan qu'ils occupaient depuis des années. Malgré un prêt contracté envers l'Angleterre, le Maroc ne réussit pas à tout payer à l'Espagne. Des percepteurs espagnols sont envoyés pour occuper les douanes marocaines.

Quand la Tunisie accède à l'indépendance en 1956, elle a dû racheter ses propres terres agricoles aux colonisateurs français. Pour cela, elle a dû emprunter à la France pour pouvoir rembourser.

## DETTES COLONIALES ILLÉGALES ET ILLÉGITIMES

L'interdiction de transférer les dettes coloniales était posée dès 1919 avec le Traité de Versailles. L'article 255 stipule que la Pologne est exonérée de payer « la fraction de la dette dont la Commission des Réparations attribuera l'origine aux mesures prises par les gouvernements allemand et prussien pour la colonisation allemande de la Pologne ». Le Traité de paix de 1947 entre l'Italie et la France déclare « inconcevable que l'Éthiopie assure le fardeau des dettes contractées par l'Italie afin d'en assurer sa domination sur le territoire éthiopien ». Plus récemment, la Convention de Vienne de 1978 énonce dans son article 16 à propos de la succession d'États en matière de traités : « Un État nouvellement indépendant n'est pas tenu de maintenir un traité en vigueur ni d'y devenir partie du seul fait qu'à la date de la succession d'États, le traité était en vigueur à l'égard du territoire auquel se rapporte la succession d'États ».

La Banque mondiale est directement impliquée dans certaines dettes coloniales. Au cours des années 1950 et 60, elle a octroyé des prêts aux puis-

sances coloniales pour des projets permettant aux métropoles de maximiser l'exploitation de leurs colonies. Les dettes contractées auprès de la Banque par les autorités belges, anglaises et françaises pour leurs colonies ont ensuite été transférées aux pays qui accédaient à leur indépendance sans leur consentement. Par ailleurs, la Banque mondiale a refusé de suivre une résolution adoptée en 1965 par l'ONU lui enjoignant de ne plus soutenir le Portugal tant que celui-ci ne renonçait pas à sa politique coloniale.

Reconnaître les crimes coloniaux et le tort fait aux populations est un pas démocratique essentiel et une marque de respect vis-à-vis des peuples colonisés. En 2008, le CADTM prenait part au collectif *Mémoires coloniales*, constitué à l'occasion du centenaire de la reprise par la Belgique du Congo de Léopold II, pour réclamer des excuses et des réparations de l'État belge au peuple congolais. Ces réparations devraient tenir compte des souffrances physiques des Congolais et Congolaises pendant l'ère coloniale (sous le règne de Léopold II et l'administration coloniale de l'État belge jusqu'en 1960) et de la fortune accumulée par la famille royale et l'État belge du fait de l'exploitation forcée des populations et des ressources naturelles du Congo.

Après des années de mobilisation des communautés congolaise et africaine, le conseil communal de la Ville de Bruxelles a approuvé le 23 avril, à l'unanimité, la décision d'un espace public Patrice Lumumba. Une statue à la mémoire de l'ancien Premier ministre du Congo sera édifée square du Bastion, aux portes du quartier Matonge, le quartier de la communauté congolaise de la capitale. Démocratiquement élu au moment de l'indépendance, celui-ci avait défié les autorités belges dans un discours anticolonialiste devenu célèbre en 1960, avant d'être assassiné six mois plus tard, le 17 janvier 1961, avec la complicité de responsables belges.

En France, l'association Survie Nord, le Collectif Afrique, l'Atelier d'histoire critique, le Front uni des immigrations et des quartiers populaires (FUIQP) et le Collectif sénégalais contre la célébration de Faidherbe se mobilisent contre la restauration de la statue du général Louis Faidherbe par la mairie PS de Lille. Né dans la « capitale des Flandres » en 1818, cet ancien gouverneur du Sénégal est un symbole de la République coloniale de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Il a consacré des dizaines d'années de sa vie à l'invasion française de l'Afrique. Les collectifs dénoncent dans une lettre ouverte à Martine Aubry : « cette conquête, qui l'a mené en Algérie puis au Sénégal, a pris la forme, selon ses propres termes, d'une "guerre d'extermination" ». À Bruxelles, les autorités ont mis des années à réagir. Pourtant, « partout dans le monde, de Johannesburg à Barcelone, de New York à Berlin, des municipalités ont entrepris de déboulonner les statues et de débaptiser les rues qui font l'apologie des crimes esclavagistes et colonialistes ».

Robin Delobel

# LA RECETTE DRAMATIQUE D'UNE ÉCOLE INÉGALITAIRE

*L'école est un étrange et injuste voyage, le temps d'apprendre à lire, il est déjà trop tard. Les élèves les plus aisés termineront l'escale, pour la majorité d'entre eux, dans l'enseignement général tandis que les autres se retrouveront dans l'enseignement technique et professionnel.*

Parmi les ingrédients d'une école à deux vitesses, le manque de mixité sociale permet de comprendre les disparités qui se jouent d'une école à une autre. En effet, selon que l'élève aille dans une école majoritairement fréquentée par une classe sociale favorisée ou non, ses résultats seront plus ou moins supérieurs en lecture et en mathématique. De fait, l'impact de l'école est plus important que la position socio-économique individuelle de l'élève.

En Belgique pourtant, certaines écoles, surtout dans les grandes villes, sont majoritairement fréquentées par des élèves issus de milieux socio-économiquement fragilisés, avec des parents peu informés ou ayant intériorisé l'idée qu'il vaut mieux mettre leur enfant dans une école avec des familles qui leur ressemblent et qui, souvent, ne comprennent pas les enjeux, à long terme, du choix de l'établissement sur la scolarité de leurs enfants.

On s'étonnera donc que cet effet contextuel ne soit pas pris en compte et interrogé par les politiques, alors même que le rapport PISA a montré que les pays dans lesquels les élèves de 15 ans présentent de bons résultats dans les matières telles que les mathématiques et les langues favorisaient la mixité sociale. Dans cette perspective, il ressort qu'il s'agit d'une problématique essentiellement systémique et il serait, donc, impératif que les politiques repensent cette vision cloisonnée, mettant d'un côté les bons élèves et de l'autre les mauvais, pour éviter les conséquences dramatiques que subissent les élèves issus de milieux moins favorisés. C'est la raison pour laquelle il conviendrait de revoir les décrets visant à réguler les inscriptions, comme le décret mixité et inscription, obligeant les élèves à aller dans une école géographiquement proche de chez eux. Ces critères peuvent avoir en effet comme conséquences négatives le renforcement d'écoles ghettos, notamment dans le croissant pauvre de la Région bruxelloise.

## DE L'EXCLUSION DES ÉLÈVES FRAGILISÉS

À l'indice socio-économique global d'un établissement, il faut ajouter le désir de certaines directions d'école de garder une bonne réputation en pratiquant le redoublement et des réorientations reléguant des élèves vers des filières techniques et professionnelles sur base de leur origine ethnique, économique et sociale, comme le dénonce une étude commanditée à l'ULB, la KU Leuven et l'UGent et qui met en évidence des processus structurels induisant des inégalités entre les élèves. Ainsi, à résultat égal, certains jeunes vont être réo-



riétés différemment sur le prétexte que leurs parents pourront ou non les aider. On voit donc une surreprésentation d'élèves issus de milieux fragilisés dans les filières professionnelles et techniques alors que les élèves plus favorisés seront majoritairement dans l'enseignement général.

Ces mesures sont-elles pertinentes ? Permettent-elles d'offrir un enseignement de qualité ? Même pas ! Les chercheurs démontrent depuis des années les effets du redoublement qui n'a que des conséquences négatives à la fois sur la confiance en soi de l'élève, ses résultats à long terme, mais devient également un facteur déterminant du décrochage scolaire.

Unia, service public indépendant de lutte contre la discrimination et de promotion de l'égalité des chances, quant à lui, préconise d'éviter les orientations précoces des élèves afin de diminuer les inégalités, comme le stipule le pacte d'excellence qui veut que les élèves restent le plus longtemps possible dans un tronc commun.

Il serait préférable de penser le rythme scolaire différemment selon les élèves et d'utiliser l'argent que coûte le redoublement dans une école avec deux enseignants au sein d'une classe. Les élèves devraient pallier leurs lacunes avec un apprentissage différencié plutôt que de recommencer de la même manière, avec les mêmes difficultés.

C'est vers une approche différente de l'échec qu'il faut tendre afin d'influer positivement sur la motivation et les performances des jeunes issus de milieux fragilisés, mais également afin de ne pas briser des élèves qui quittent l'école sans avoir les connaissances de base.

## QU'EN EST-IL DES ENSEIGNANTS ?

Réalité complexe, gestion d'une diversité d'élèves avec de multiples difficultés, sentiment d'abandon par l'administration, les enseignants ne sont pas à une difficulté près lorsqu'ils se trouvent dans des écoles dites difficiles. De nombreuses recherches mettent en évidence la pénibilité de l'emploi qui voient ses jeunes employés fuir le métier et partir au bout de quelques années des établissements comprenant des élèves issus majoritairement des milieux fragilisés. La pénurie des professeurs s'explique notamment pour toutes ces raisons et touche directement la qualité de l'enseignement.

Mais comment parvenir aux mêmes résultats lorsque les outils donnés ne permettent pas d'avancer sur la matière avec des élèves qui ne parlent pas français, qui sont en décrochage scolaire ou qui n'auraient pas vu ou compris la matière des années précédentes ? Comment ne pas être frustré par l'incapacité à combler les lacunes des élèves ? Ainsi, la principale cause d'absentéisme est le stress alors que la relation avec les élèves est une des clés du bien-être des enseignants et de la réussite des élèves.

Les écoles sont en outre souvent dotées de directions qui ne mettent plus l'élève au centre, mais aussi des enseignants qui peuvent à partir de critères personnels faire balancer la vie d'un enfant, sans que cela soit régulé par les pouvoirs publics.

L'apprentissage formel est un étrange et injuste voyage institutionnalisé par une école de l'exclusion qui laisse sur son chemin des élèves cassés, marginalisés, perdant ainsi une partie de leur jeunesse et de leurs compétences. Un tel système laisse présager des écarts toujours plus grands entre les déciles les plus favorisés et les déciles les plus fragilisés de la population<sup>(1)</sup>. Il ne permet pas une société juste, du vivre ensemble et de l'égalité. Il est le fruit d'une politique globale qui doit être absolument repensée, au prix d'une mixité sociale réelle qui déplaira à certains, de toute évidence.

Dalila Van den Berghe, enseignante à Bruxelles

(1) Un décile représente chacune des neuf valeurs répartissant une distribution statistique en dix classes d'effectif égal

# SE REMETTRE (PSYCHOLOGIQUEMENT) D'UNE CATASTROPHE

*Comment font les rescapés pour revenir à la vie ?  
Quelles leçons en tirer pour les temps qui viennent ?*

**A**ux États-Unis, on estime que 50 à 60% des gens vivront au moins une expérience traumatique au cours de leur vie<sup>(1)</sup>. Cela peut être une agression, une expérience militaire, une catastrophe naturelle ou industrielle, ou un grave accident. Dans le reste du monde, les occasions de vivre ces événements sont d'autant plus grandes que beaucoup de pays subissent plus intensément les effets du réchauffement climatique et des grands désordres écologiques. Il faut donc s'attendre à ce que toujours plus de personnes soient touchées par les ouragans, les incendies, les sécheresses, les inondations, mais aussi (parce qu'en plus nous sommes plus nombreux), par les tsunamis, les conflits armés, les famines et les attaques terroristes.

Si l'on se concentre sur les personnes qui survivent à ces expériences, les symptômes psychologiques les plus courants vont de la dépression à l'anxiété, en passant par la prise de drogues, les suicides, ou encore le fameux syndrome de stress post-traumatique<sup>(2)</sup>.

## LES RECETTES DE LA RÉSILIENCE

Mais attention, le tableau n'est pas si sombre ! Il y a un angle mort dont très peu de chercheurs parlent : de nombreux rescapés s'en sortent très bien ! Ces personnes retrouvent naturellement un équilibre mental quelques mois, voire quelques semaines, après la catastrophe. Il ne s'agit pas de nier la gravité de ce qui arrive à certaines victimes, mais de constater, comme le fait George Bonanno, professeur de psychologie clinique à l'université de Columbia (États-Unis), que la proportion des traumatisés dépasse rarement 30% des rescapés<sup>(3)</sup>. Ce qui signifie que plus de 70% des personnes sont résilientes !

Là, deux questions s'imposent : 1. Mais comment font-ils pour être si résilients ? et surtout 2. Comment s'en inspirer pour prendre soin des traumatisés, ou pour se préparer aux catastrophes à venir ?

Parmi les principaux facteurs de résilience<sup>(4)</sup>, il y a évidemment la proximité avec la catastrophe (moins on est proche plus on est résilient), mais aussi le genre (dans certaines études, les femmes ont développé moins de résilience que les hommes parce que leur *ressenti* a été plus traumatisant), l'âge (les jeunes développent plus de symptômes mais sont plus résilients), les ressources financières (les plus pauvres souffrent nettement plus, aussi bien entre classes sociales qu'entre pays), la préparation, le fait d'avoir déjà subi une catastrophe du même type (comme une sorte de vaccination), la personnalité (ce qui inclut aussi des facteurs génétiques), l'accès à des informations rassurantes (les médias et le gouvernement peuvent jouer un rôle en réduisant la peur et promouvant le calme), la perte d'un proche ou d'un animal de compagnie, les pratiques reli-

gieuses ou spirituelles (car elles se concentrent sur les relations d'altruisme, de partage et de sens), la pratique de pleine conscience (eh oui !), et surtout... surtout... le réseau social.

En effet, depuis les années 1970, il est très bien établi que ce qui aide vraiment les gens à se rétablir de traumatismes (dès les premières minutes après le drame) est la proximité et la bienveillance de proches (ou d'inconnus). Cette entraide joue un rôle durant les premiers secours et dépend de la qualité du réseau social *avant* la catastrophe, puis de son maintien après le choc. De nombreux survivants du tsunami et de la catastrophe nucléaire au Japon en 2011 ont mentionné que le réconfort émotionnel et psychologique qu'ils avaient reçu de leurs proches avait joué un rôle crucial<sup>(5)</sup>.

Ce qui prédit le mieux la résilience d'une population n'est pas l'intensité des dommages, la densité de la population, les compétences humaines ou le capital économique, mais le capital social<sup>(6)</sup>.

Ainsi, les effondrements dessinent et dessineront une impressionnante mosaïque géographique et temporelle, car les conséquences des catastrophes sur la santé psychique et sociale varient fortement selon les régions, les classes sociales et les individus. On pourrait tranquillement attendre que les catastrophes soudent à nouveau nos tissus sociaux désagrégés par des décennies de néolibéralisme. Mais ce serait un pari risqué, et fort coûteux en vies... Alors, prenons les devants et préparons-nous collectivement, dès maintenant !

Pablo Servigne et Raphaël Stevens

## APRÈS LA CATASTROPHE

On comprend dès lors que pour prendre soin des personnes traumatisées, ou pour se préparer à de futurs traumatismes, il est fondamental de favoriser le tissage de liens sociaux, surtout informels.

Après les échecs de la gestion du tremblement de terre de l'Aquila le 6 avril 2009 en Italie, certains chercheurs avaient insisté sur l'importance de cette fameuse *résilience communautaire*, c'est-à-dire sur la reconnaissance et le renforcement des capacités des communautés locales à s'auto-organiser spontanément<sup>(7)</sup>. Ainsi, la résilience fonctionne de manière assez naturelle sur le plan psychologique<sup>(8)</sup>, mais aussi sur le plan social, financier, et matériel.

Pour terminer, il faut aussi signaler un phénomène tout à fait remarquable. Dans les années 1990, les chercheurs Richard Tedeschi et Lawrence Calhoun de l'Université de Caroline du Nord ont remarqué des changements très positifs chez *certaines* personnes traumatisées : une plus grande joie de vivre, un nouveau sens à leur vie, un meilleur rapport aux autres, et même le fait de faire plus d'enfants<sup>(9)</sup>.

Les crises peuvent nous détruire, mais aussi nous font grandir. Ce phénomène n'est pas nouveau, il est présent dans de nombreuses traditions spirituelles, religieuses et philosophiques (on a tous en tête la maxime de Nietzsche : « *Ce qui ne me tue pas me rend plus fort* »). Ce qui est nouveau, c'est la découverte et la mesure par des psychiatres, des psychologues, des travailleurs sociaux et des spécialistes de la gestion des catastrophes, de ce qu'ils nomment la « *croissance post-traumatique* ». L'écrivain et ancien trader Nassim Nicholas Taleb appelle cela l'« *anti-fragilité* » : les organismes vivants, lorsqu'ils sont confrontés à certains types de chocs, ne se contentent pas de s'en remettre (résilience), ils en profitent pour se renforcer.

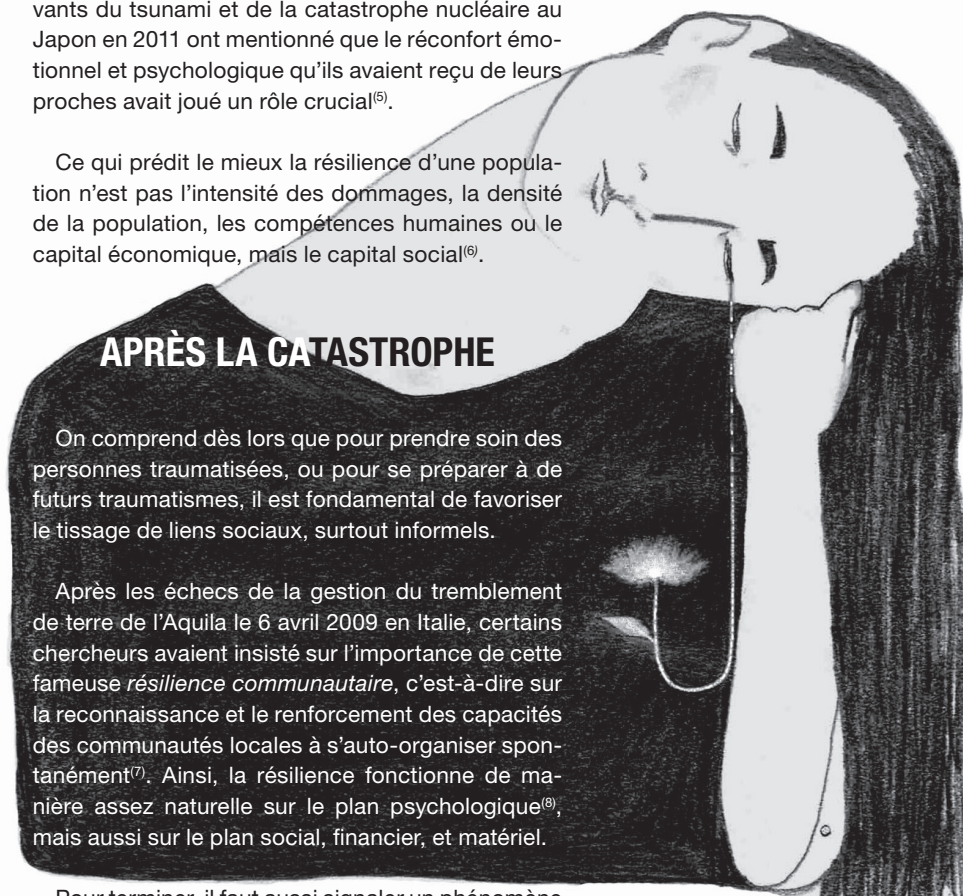


Illustration : Aude Sourhille

- (1) R. C. Kessler et al., « Posttraumatic stress disorder in the National Comorbidity Survey », *Archives of General Psychiatry*, vol. 52, n° 12, décembre 1995, pp. 1048-1060.
- (2) Voir notre chronique, « Quand les catastrophes nous font perdre la tête », *Kairos*, n° 32, 2017.
- (3) G.A. Bonanno et al., « Weighing the Costs of Disaster: Consequences, Risks, and Resilience in Individuals, Families, and Communities », *Psychological Science in the Public Interest*, vol. 11, n° 1, 2010, pp. 1-49.
- (4) G.A. Bonanno et al., Op. Cit.
- (5) H. Hikichi et al., « Social capital and cognitive decline in the aftermath of a natural disaster: a natural experiment from the 2011 Great East Japan Earthquake and Tsunami », *The Lancet Planetary Health*, vol. 1, n° 3, 2017, pp. e105-e113
- (6) D.P. Aldrich, *Building resilience: social capital in post-disaster recovery*, The University of Chicago Press, 2012.
- (7) A.J. Imperiale & F. Vanclay, « Experiencing local community resilience in action: Learning from post-disaster communities », *Journal of Rural Studies*, vol. 47, 2016, pp. 204-219.
- (8) Il est toutefois important de noter que les personnes les plus traumatisées ne peuvent se passer du soutien psychologique de professionnels.
- (9) M. Bernstein & B. Pfefferbaum, « Posttraumatic Growth as a Response to Natural Disasters in Children and Adolescents », *Current Psychiatry Reports*, vol. 20, n°5, 2018.

# ILS NOUS VEULENT TOUS CON.NECTÉ.S

Jusqu'il y a peu, la publicité « ordinaire » pour les objets permettant la connexion n'était pas très envahissante. Beaucoup de nos contemporains sont subjugués par les technologies nouvelles qui permettent de créer une multitude de liens virtuels. La technique pour appâter les acheteurs est donc subtile. Ainsi, la firme Apple est-elle spécialiste de l'accrochage des clients potentiels. Elle annonce la mise sur le marché d'un nouvel engin, mais en laissant planer des incertitudes sur les avancées techniques de la nouveauté. Les *geeks* s'excitent, échangent sur les réseaux, l'intérêt croît et le jour du lancement de la nouvelle machine, Apple réalise un événement très médiatisé sur lequel quelques dizaines de fanatiques se ruent. La vidéo de ces personnes déchaînées qui s'entrebattent pour s'arracher l'objet est largement diffusée. Tous ceux qui ont acheté un objet similaire, il y a juste un an, se diront qu'eux aussi ils doivent acquérir cet appareil faisant l'objet de tant de convoitise. En fait, ils n'utiliseront jamais les quelques fonctions nouvelles mais ils pourront exhiber fièrement le nouveau joujou à leurs connaissances dont certaines, par jalousie, l'acquerront à leur tour. René Girard parlerait de « *désir mimétique* »<sup>(1)</sup> et Thorstein Veblen de « *consommation ostentatoire de la classe de loisir* »<sup>(2)</sup>.

## LE RETOUR DU CLASSIQUE

Il semblerait que la fascination pour cette quincaillerie commence à s'éteindre. La nouveauté n'est plus vraiment neuve et puis il y a des gâcheurs de métier : les opérateurs de téléphonie, pour vous convaincre de vous abonner chez eux, vous offrent un smartphone pour 1€. Si c'est gratuit, c'est que ça ne vaut rien se disent ceux qui ont bien intégré les codes du marché tout puissant.

Il faut donc utiliser les bonnes vieilles méthodes publicitaires mais adaptées à la modernité. C'est ainsi que Qualcomm commence à multiplier les pubs. Vous ne connaissez pas Qualcomm ? C'est pourtant une firme géante du secteur technologique. Née aux États-Unis en 1985, elle est spécialisée dans les « *solutions de télécommunication* » et est devenue l'une des toutes premières entreprises mondiales dans le domaine de la conception et de la commercialisation de processeurs pour téléphones portables (24 milliards de \$ de chiffre d'affaires, 33.000 employés). Elle réalise des vidéos publicitaires dont il faut bien reconnaître qu'elles sont fort bien faites et qui nous montrent par exemple ce que serait un monde non connecté.<sup>(3)</sup> Pour vendre une de ses puces, elle a aussi réalisé une autre vidéo que pourraient envier les meilleurs réalisateurs de films de science-fiction<sup>(4)</sup> (si on vous les montre, ce n'est pas pour vous laisser envoûter, hein !).

Ces derniers temps, à Bruxelles, Qualcomm utilise les bus de la STIB et les télévisions de rue (panneaux de pub animés) pour faire passer son message : « *We invent. The world leaps forward. The tech the world loves* »<sup>(5)</sup>. Impérialisme technologique, impérialisme de la langue : c'est clair, c'est bien un autre monde, le leur, qu'ils veulent nous imposer.

Mais les téléphones mobiles n'étaient que l'avant-garde des objets connectés. Maintenant, tout doit être connecté et la pub est là pour nous en convaincre. Ainsi, il y a quelques jours, le magasin d'électro-ménager Vandenborre m'envoyait un

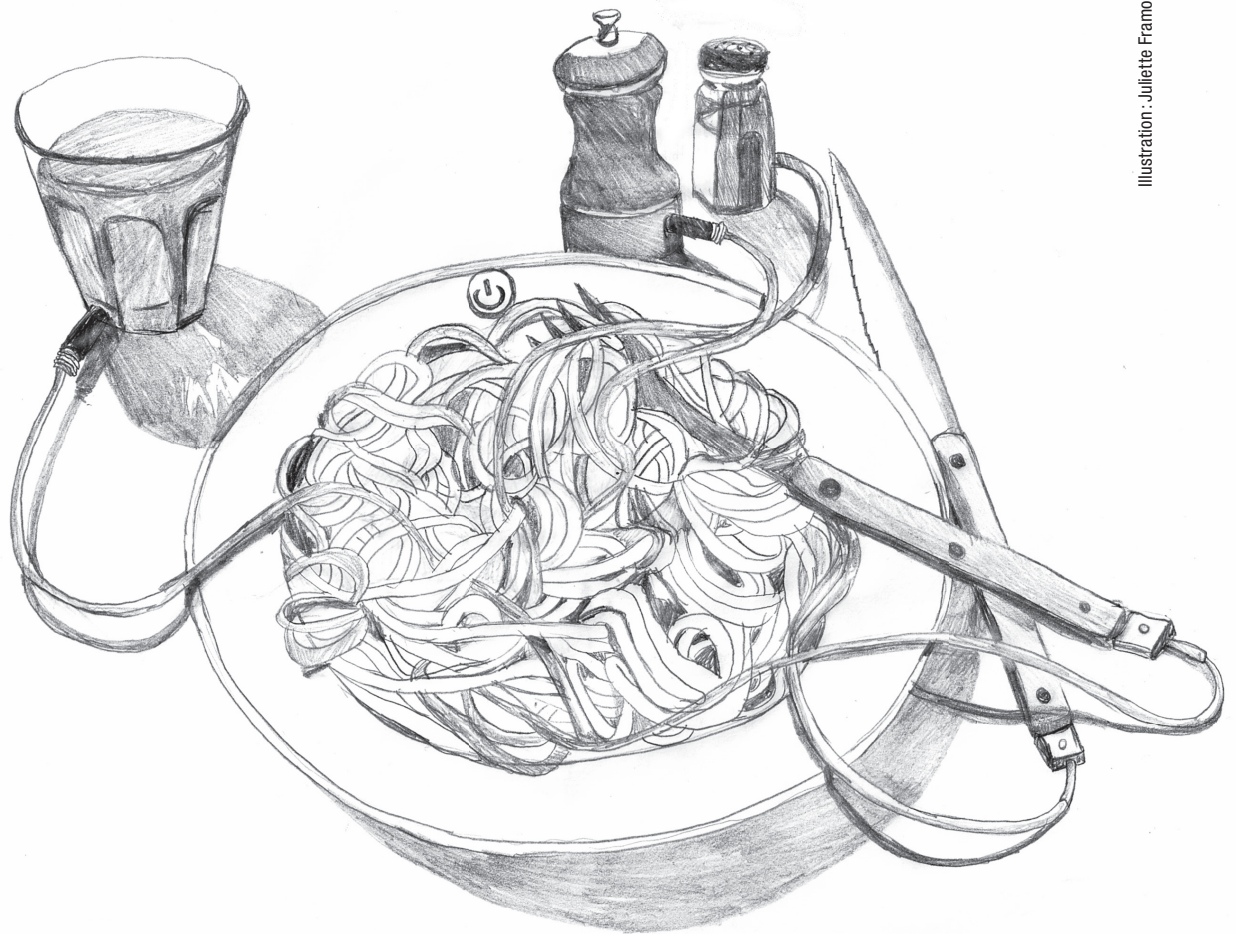


Illustration: Juliette Framorando

courriel avec le message suivant : « *Imaginez : un frigo qui vous aide à faire les courses. Une machine à café programmable directement depuis votre smartphone. Un robot de cuisine qui prépare vos repas automatiquement et regroupe ses recettes sur une app... Ça vous faciliterait la vie ? Grâce à notre sélection d'appareils intelligents, vous créez la cuisine connectée dont vous rêvez* ». C'est donc cela le monde qu'ils nous préparent : un monde où des machines feront tout à notre place et où nous ne serons plus jamais là où nous nous trouvons<sup>(6)</sup> mais en lien permanent avec les objets que nous télécommanderons à distance (je me demande bien qui boira le café que j'aurai fait couler dans ma cuisine connectée et si mon frigo sera poli avec le drone qui viendra livrer les provisions qu'il aura commandées).

Si l'on accepte la logique de l'hyper-connexion, il n'y aura pas que notre cuisine qui sera branchée en permanence et ce, que vous le souhaitiez ou non : les compteurs électriques connectés (bientôt obligatoires ?) devraient permettre de mesurer en continu la consommation de votre ménage. Dans quel but ? Pour vérifier si votre frigo ne fait pas de bêtises avec votre grille-pain ? Ou plutôt pour connaître vos habitudes et vous adresser des publicités adaptées à votre mode de vie ?<sup>(7)</sup>

Enfin, n'oublions pas les publicités constantes pour les voitures autonomes : celles-ci ne pourront se mouvoir sans trop de danger que si elles sont connectées avec tout un système complexe. Si elles et les autres objets connectés se multiplient, les liaisons hertziennes actuelles ne pourront pas assurer les débits d'ondes énormes que cela va représenter. 4G, 5G, xG... seront nécessaires pour diffuser ces ondes dont on sait que les effets sur notre santé sont absolument délétères. Mais on n'arrête pas le progrès, n'est-ce pas ? Et puis, ces bagnoles autonomes ne sont pas vraiment désirées par les automobilistes qui, en général, préfèrent conduire plutôt que d'être passifs. En fait, le véritable intérêt de

ces véhicules autonomes est de pouvoir se passer des chauffeurs de camions, de bus, de taxis dont les salaires empêchent les entreprises de faire plus de profits. C'est comme les livreurs à vélo de Deliveroo & Co et autres Uber dont les activités ne sont possibles que grâce à leur connexion permanente avec la centrale qui les asservit.

Attendez-vous donc à voir se multiplier les publicités et autres reportages vantant les attraits de la connexion, pour le plus grand bien du capitalisme 4.0...

Alain Adriaens

(1) René Girard, *De la violence à la divinité, La Violence et le Sacré*, Paris, Grasset, [1972] 2007, 1491 pp. .

(2) Thorstein Veblen, *Théorie de la classe de loisir*, Collection Tel (n° 27), Gallimard, [1899] 1970, .

(3) <https://www.koreus.com/video/pub-qualcomm-monde-sans-mobile.html>

(4) <http://www.culturepub.fr/videos/qualcomm-snapdragon-a-dragon-is-coming/>

(5) « *Nous inventons. Le monde fait un bond en avant. La technologie que le monde aime.* »

(6) Il y a plus de 10 ans déjà, Miguel Bensayag et Angélique del Rey dénonçaient les ravages psychologiques du mobile : « *Il aurait fait de nous une tribu de nomades, libres et sans attache. Cette image publicitaire se révèle bien fautive : (...) elle nous promet le réconfort de la tribu mais cette liaison incessante avec les autres cache une cassure des liens sans précédent. Et cette solitude qui serait enfin comblée pourrait bien être la marque de notre incapacité tragique à être avec nous-mêmes, et de ce fait, avec les autres.* » Plus jamais seul, Paris, Bayard, 2006.

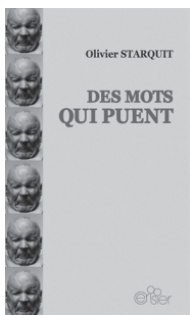
(7) Lire l'article de Paul Lannoye, « *Je refuse qu'on installe un compteur "intelligent" chez moi* », *Kairos* février-mars 2018



Voici un bon ouvrage d'« initiation » au transhumanisme, heureusement sans complaisance. En essayant de mettre de côté ses préjugés essentialistes, le journaliste irlandais Mark O'Connell a voyagé pendant dix-huit mois aux États-Unis pour rencontrer les plus célèbres noms de ce courant, les a côtoyés pour mieux les connaître, éprouvant même de la sympathie pour certains d'entre eux. Leurs points communs sont leur conception instrumentale de l'humain et leur foi absolue dans la science pour améliorer la vie humaine, soit en la prolongeant, éventuellement jusqu'à l'immortalité (Max More et la cryogénéisation, les recherches d'Aubrey de Grey contre le vieillissement), soit en la fusionnant avec les machines (Hans Moravec, Anders Sandberg, Zoltan Istvan, les adeptes de la Singularité, les *biohackers*), soit en transférant les données du cerveau sur des supports numériques (Ray Kurzweil, Randal Koene), objet des neurosciences computationnelles. De son côté la DARPA met au point des robots-guerriers. Tous ces technofanatiques allient bizarrement le rationalisme le plus étroit à une ferveur religieuse millénariste. Il n'est pas facile de distinguer les divagations dignes de la SF des réelles avancées technologiques. En tout état de cause, évitons de balayer les objectifs du transhumanisme d'un revers de la main pour nous rassurer ; au contraire restons vigilants car des « *milliers de personnes parmi les plus intelligentes du monde s'emploient à concevoir une chose qui va tous nous réduire à l'état de données, ou pire encore* » (p. 118). Le livre est aisé à lire, bien traduit et pédagogique, comme souvent dans la littérature anglo-saxonne.

**Mark O'Connell, Aventures chez les transhumanistes, L'Échappée, 2018, 261 pages, 20€.**

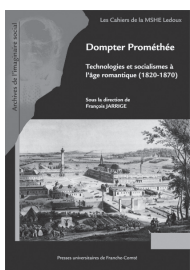
B. L.



Les mots ne sont pas de simples formules qu'on choisirait ou non d'utiliser. Répétés par le pouvoir médiatique frère et serviteur des autres (financier, politique, économique), ils s'imposent à nous sans que nous en prenions clairement conscience. De sorte, nous commençons à parler avec les mots du pouvoir et donc de restreindre nos capacités de penser. Ces mots ne sont en outre pas toujours issus de la novlangue, mais utilisés dans un sens ils en deviennent des concepts totalement étrangers à la réalité. De consensus à *team building*, en passant par dette, idéologie, radical, migrants, peuple, crise, idéologie, classe moyenne... Olivier Starquit nous livre en pâture ces mots qui nous gouvernent, pour mieux s'en affranchir, en récupérer le sens et gagner en liberté.

**Olivier Starquit, Des mots qui puent, Éditions du Cerisier, 2018, 176 pages, 12€.**

A.P.



On a tendance à agréger le socialisme avec l'amour inconditionnel de la technique. Cela fut probablement vrai pour sa version scientifique, mais pas pour ses épisodes antérieurs, dits utopiques, où le débat technocritique s'est installé dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Huit universitaires réexplorant ici la pensée ambivalente de Proudhon, Fourier, Saint-Simon, Enfantin, Owen, Cabet et Pecqueur, sans oublier de convoquer Marx à quelques reprises. Les socialistes pré-marxistes plaçaient le curseur technique à des endroits différents, avec inquiétude, prudence et parfois condamnation morale, « *les significations contemporaines identifiant la technique à l'activité productive, la fabrication d'ob-*

*jets et la manipulation de l'environnement* » (p. 17). Tombant parfois dans la contradiction interne, ils n'en exaltaient pas moins le progrès futur à attendre des machines vues comme « neutres ». Cabet voulait développer celles-ci à l'infini dans sa république d'Icarie ; Proudhon proposait d'encadrer le machinisme par les associations et la coopération ouvrière ; Owen considérait l'évolution technique comme le moteur de l'histoire ; Pecqueur glorifiait le travail industriel appelé à devenir un jour une vraie religion, assimilait amélioration matérielle et liberté ; Fourier avait déjà diagnostiqué le « déclin de la santé du globe » en 1822, sans toutefois rejeter l'industrialisme ; les saint-simoniens voyaient les machines comme des médiatrices entre l'esprit et le monde matériel ; enfin, Sismondi se distinguait par sa radicalité, refusant la division du travail, les machines et les manufactures. La plupart des penseurs socialistes acceptaient le progrès technique mais refusaient le machinisme industriel. La société ne les a que partiellement suivis.

**François Jarrige (dir.), Dompter Prométhée. Technologies et socialismes à l'âge romantique (1820-1870), Presses universitaires de Franche-Comté, 2016, 15€.**

B. L.



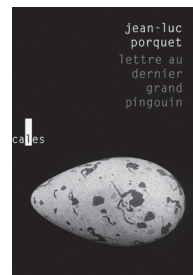
« *Faire l'économie de la haine* », le titre du dernier ouvrage d'Alain Deneault est ambigu. Il ne signifie pas « *Vous n'aurez pas ma haine* » comme l'affirme l'époux d'une victime des attentats du Bataclan. Ce que Deneault veut dire c'est que le système économique capitaliste permet à chacun de nous de « *mener des actes de haine sans en assumer le sentiment lui-même* ». Par délégation, ceux qui ne se révoltent pas contre l'exploitation des peuples du sud et des exclus de chez nous seraient, en quelque sorte, complices des crimes commis pour leur confort bourgeois.

Si le livre est l'addition d'une série d'articles précédemment écrits par Deneault, un fil rouge parcourt les lignes : quelques puissants ont réussi, au nom de l'économie, à coloniser nos vies, physiquement ou mentalement. La violence inouïe des actes ainsi perpétrés ne serait pas perçue : nous ne réalisons pas que par le contrôle financier des médias, par l'édiction de lois à leur avantage, par la mainmise sur un système judiciaire dévoyé... le contrôle sur nos vies est total. La classe moyenne occidentale, qui ne serait qu'un amas de « *prolétaires avec argent* », inconsciente de sa sujétion, accepte les mensonges qu'on lui impose et ne serait mue que par deux misérables affects de classe : « *la convoitise envers les nantis qui les surplombent et la peur de dégringoler parmi les pauvres auxquels ils ressemblent tant* ».

On l'aura compris, Deneault est animé par une sainte colère qui explique sa très violente critique des puissants qu'il dénonce et qui lui vaut des poursuites judiciaires de la part des multinationales canadiennes dont il a dénoncé les agissements dans le livre *Noir Canada*. C'est sûr, ce ne seront ni l'autocensure ni la censure qui arrêteront la verve de ce philosophe de combat qui continuera à dénoncer sans merci tous ceux qui acceptent les actes de haine permis par leur asservissement au Dieu argent.

**Alain Deneault, Faire l'économie de la haine, 2018, Écosociété, 222 pages, 14€.**

A.A.



« *Cette lettre pourquoi ? Parce que je ne sais pas comment faire avec tout ça, regarder tout ça en face, sans illusions, sans vouloir à toute force me rassurer, minimiser les faits. Les faits sont là, établis mille fois, étayés, confirmés, massifs, indiscutables. Alors regarder en face cet effondrement, ce sacage, ce fléau, cette perte, cette*

*guerre insensée contre la nature, regarder sans me laisser aller aux cris, à l'outrance, à la jouissance du désastre, au plaisir esthétique de l'apocalypse, à cette envie de fin du monde qui depuis son origine travaille l'humanité, depuis les premiers chrétiens qui la croyaient imminente, pensaient la voir de leur vivant, jusqu'aux professeurs Philippulus d'aujourd'hui que l'annonce vengeresse du désastre imminent fait jouir. On vous l'avait bien dit ! Vous ne nous avez pas écoutés !... je sais bien que cette tentation peut me traverser parfois, comme elle traverse beaucoup de ceux qui essaient de ne pas détourner le regard, et d'informer, d'alerter, de mobiliser, de réagir, et ne peuvent que constater le déni, l'inaction, le je-m'en-foutisme, la fuite en avant. Je t'écris parce que je cherche le délicat équilibre entre l'espoir aveugle et le désespoir aveugle, le délicat équilibre qui permettrait à la lucidité de ne pas mener au renoncement, à l'accablement, au désespoir, à la tristesse définitive, au tout est foutu on ne peut rien faire, comme dans ce livre récent dont l'auteur, un chercheur britannique, après avoir décrit par le menu la catastrophe écologique en cours, conclut par ces mots : "Je pense que nous sommes foutus. J'ai demandé à l'un des scientifiques les plus rationnels et les plus brillants que je connaisse – un jeune chercheur de mon labo qui maîtrise bien ce domaine – ce qu'il ferait, lui, s'il y avait une chose, une seule, à faire dans la situation où nous sommes". Sa réponse ? "Apprendre à mon fils à se servir d'un fusil". Je t'écris parce que je ne veux pas apprendre à mon fils à se servir d'un fusil, je ne sais pas me servir d'un fusil, je ne veux pas que mon fils entre dans un monde où tout s'effondre, où règne la guerre de tous contre tous, où la seule solution soit le fusil* ». Celui dont l'ami, Jaime Semprun, nous disait : « *Il faut donc penser que c'est la révolte, le goût de la liberté, qui est un facteur de connaissance, plutôt que le contraire* » (*Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, p.25), nous livre un ouvrage profond, humain, aucunement donneur de leçons, révélant ces contradictions dont nous sommes tous porteur. Et peut-être un goût de liberté.

**Jean-Luc Porquet, Lettre au dernier grand pingouin, 2016, Verticales, 224 pages, 19,50€ (pp. 185-186 pour l'extrait).**

A.P.



Combien de débats, discussions, échanges formels ne se terminent pas par cette impression qu'il y manquait quelque chose, au mieux, que ce fut inutile, au pire. Peu habitués que nous sommes à exercer une parole libre dans une société où de nombreux choix sont pris à notre place, avant, on se retrouve ainsi dans des situations où la parole se libère, mais mal : elle part dans tous les sens, s'éternise, est redondante, pauvre, comme si le fait de s'exprimer se suffisait à lui-même. Le *Petit manuel de discussions politiques*, offre ainsi des balises qui permettront les réflexions et les pratiques d'animation à l'usage des collectifs. L'ouvrage, fruit de séances de formation mensuelle menées par l'association PhiloCité pour un collectif autogéré de résistance pour les droits au chômage (Riposte.cte), est divisé en 4 parties : Une discussion, ça se prépare ; une discussion, ça s'anime ; une discussion, ça se vit ; une discussion, ça s'évalue. Loin des débats où l'on ne met à la discussion que ce qui nous plaît, espérons que ce manuel pourra mener à un point fondamental que les auteurs soulignent : « *Il ne sert à rien d'avoir raison (parce que nos analyses sont objectives et informées, parce que nos revendications sont justes) si ce savoir partagé ne permet pas de gagner en puissance collective* ».

**Manuel de discussions politiques, Gaëlle Jeanmart, Cédric Leterme, Thierry Müller, Éditions du commun, 2018, 141 pages, 12€.**

A.P.

## LE 23 AVRIL, LE RÉACTEUR D1 (DOEL 1) A ÉTÉ MIS EN SITUATION D'ARRÊT PROLONGÉ

Le 23 avril, le réacteur D1 (Doel 1) a été mis en situation d'arrêt prolongé en raison d'une fuite dans le circuit d'eau de refroidissement primaire, au moins jusqu'au premier octobre selon Electrabel. Ce réacteur de 433 MW de puissance électrique a été mis en service en février 1975 et est donc particulièrement vétuste, une explication des plus évidentes aux incidents répétés dont il est l'objet et qui doivent être interprétés comme autant de prémisses annonciatrices d'un accident majeur type Tchernobyl ou Fukushima. Ce réacteur belge, de même que les deux autres du même âge (D2 et T1) font de fait partie du groupe des meilleurs candidats au monde pour un accident au plus haut niveau de l'échelle INES, le niveau 7, soit un accident majeur. Bien entendu, ce groupe comprend aussi les 2 réacteurs T2 et D3 un peu moins vétustes, mais qui ont « l'avantage » de présenter des milliers

de fissures dans leurs cuves, ce qui, au final, fait de la Belgique un pays à la pointe du classement des régions du monde les plus menacées de disparition par le feu nucléaire. « *C'est la première fois que cela se produit avec ce type de conduite... En soi, il n'y a donc aucun impact sur la sécurité* » a déclaré la communicante d'Electrabel-Engie. Nous voilà rassurés. Mais au fait, les accidents nucléaires de Maïak-Kychtym (1957), Three Mile Island (1979), Tchernobyl (1986) et Fukushima (2011) n'étaient-ils pas tous une « première fois », chacun dans leur genre particulier ?

**Contact Fin du nucléaire asbl et RAN,  
Bouli Lanners, Francis Leboutte 04.277.06.61,  
info@findunuculaire.be**

**Communiqué également disponible sur le web :  
www.findunuculaire.be/documents.htm#com**

## PLUS DE PAPIER !

Les Roumains deviennent des pros dans l'imprimerie. On ne trouve donc plus certains papiers de qualité pour imprimer les journaux, car la Roumanie et d'autres pays de l'Est les achètent à de meilleurs prix que les pays de l'Ouest (Belgique, France et Pays-Bas). C'est marrant, enfin façon de parler, mais savoir que ceux qui à longueur d'année et de pages défendent le modèle libéral sont eux-mêmes victimes du libre-échange, c'est fameusement ironique. L'imprimerie Rossel ou le Persgroep basé à Lokeren (la plus grosse imprimerie de Belgique qui imprime Het Laatste Nieuws, De Morgen, De Tijd etc.), vont devoir modifier leur production en passant à du journal standard ou en sous-traitant les tirages importants chez des rotativistes à four qui utilisent les types de papier encore disponibles, d'où une mise au chômage économique de leur propre personnel ! Vive le progrès, vive la libre concurrence !

## ..., SEMIRA, ..., MAWDA, ETCÉTERA.

Alexandre Penasse

# ..., SEMIRA, ..., MAWDA<sup>(1)</sup>, ET CETERA (suite)

En somme, dans l'un, on ne voit pas (ou on peut mieux l'occulter) le système inégal qui a créé cette misère et auquel nous participons : on peut aider sans que ça nous ramène à la gueule qui nous sommes. C'est un type de pensée coloniale. On aime alors faire des héros, morts ou vivants. Ils nous font oublier d'où ils sont issus, deviennent pures extractions de la matière sociale, sans aucun lien, en somme des individus comme on en veut. Pourtant, le colonisateur « *aura beau se rassurer "j'ai toujours été ceci ou cela avec les colonisés", il soupçonne, ne serait-il aucunement coupable comme individu, qu'il participe d'une responsabilité collective, en tant que membre d'un groupe national oppresseur* »<sup>(14)</sup> Ainsi, nous aussi, nous aurons beau nous rassurer en accueillant les réfugiés sans en accepter la révolution qu'il faudrait pour éradiquer les migrations forcées, nous savons que nous participons d'une société profondément inégale, que nous y avons notre part de responsabilité, et que nos actions individuelles de solidarité n'y changeront rien.

## L'INSERTION, LA RÉUSSITE ?

Le « Welcome » marque automatiquement la supériorité<sup>(15)</sup>, reléguant dans un même temps les questions de la misère locale et du modèle funeste de la société hôte. Car les « damnés de la terre » une fois « insérés », auront-ils réussi ? « Insérés » à quoi au fait ? À une société où l'on se bat pour obtenir un emploi, où la misère est structurelle, où vivre plus vieux doit automatiquement signifier travailler plus longtemps, où les jeunes doivent « *rêver de devenir milliardaires* » (Macron). Comme le dit Patrick Declerck pour les clochards : « *même jusqu'au seuil de la mort et de l'hypothermie, on va encore les faire suer d'espoir, de notre espoir, les pauvres.*

*C'est pas pour éviter qu'ils crèvent qu'on les aide, non, c'est parce qu'à moitié morts, congelés, transis, comme ils sont, il reste encore peut-être un micro-poil de petite chance d'en faire des citoyens honnêtes et productifs* »<sup>(16)</sup>. Le réfugié devenu salarié, mettant son bulletin dans les urnes à chaque élection, cotisant, partant en vacances, motorisés, ses enfants scolarisés, déambulant en supermarchés, aura-t-il réussi ? Ou sera-t-il devenu un individu occidental ? Ira-t-il soutenir les nouveaux réfugiés, pendant qu'on continue les guerres qui font que d'autres tentent leur chance et partent ? Réussir quoi donc ? À s'adapter à un mode de vie destructeur du lien et de la vie ? À poursuivre sa petite existence et devenir comme les autres, oubliant par son mode de vie même ses frères de désespoir qui continuent à partir et à crever ? Partir est un échec, arriver et « réussir » aussi. Au-delà de la personne, de sa joie qu'on comprend bien d'obtenir des papiers, d'être acceptée, considérée enfin. Mais le modèle est un échec. Bakari nous l'avait dit : l'Europe l'avait dégoûté. Il l'avait compris, lui qui ayant épuisé la solidarité des autochtones, s'apprêtait à rejoindre les misérables locaux, qu'on allait dès lors vite oublier. Et il ne faudrait pas qu'un réfugié crache dans la soupe, il y aurait, rapidement, un retour de louche...

Chaque infime « intégration réussie » certifie et conforte la pensée occidentale, mais le modèle est pourri. On ne force pas les gens à tout quitter dans une société décente, à oublier leur histoire, leurs ancêtres, à laisser leurs vieux sur place ; on ne les force pas à s'intégrer, à faire comme nous, « comme il faut », alors que nos conquêtes sont à l'origine de tout cela. Il y aura encore beaucoup de Mawda, il y en a tous les jours. Notre mode de vie, et notre modèle occidental, repose sur les cendres de ceux qui l'ont rendu et le rendent possible. Il ne faudrait pas que ce soit juste la proximité de Mawda qui nous

frappe, pour une fois, alors que l'information aura été chassée par une autre, tenter de ne pas oublier ce que son meurtre contient comme potentiel subversif : l'idée que c'est tout un monde qu'il faut refaire, ce monde dans lequel on détruit des pays pour assurer nos fournitures en pétrole, ce monde des Rana Plaza et des Foxconn, des mines congolaises et des bars à gosses de Thaïlande, des snipers israéliens et des flics à la gâchette facile, des chambres de la mort américaines et des murs de séparation, des milliardaires et des sdf... ce monde du spectacle où les Semira, Mawda, passent encore pour des accidents alors qu'ils sont l'émanation d'un système.

Le meurtre de Mawda est à vomir. Mais tous les jours notre façon de vivre devrait nous donner la nausée. C'est juste que nous oublions, quand nous faisons le plein de notre bagnole, que nous partons quelques jours en avion, que nous achetons le dernier Smartphone, à quel point le monde est rempli d'histoires atroces que nous générons pour le perpétuer à l'identique. Notre pouvoir de refoulement est énorme. Nous pouvons continuer à nous aveugler et nous indigner de façon sélective et ponctuelle, mais ne nous étonnons guère, dès lors, lorsque la réalité rattrapera notre illusoire sentiment d'être protégé de tout.

Alexandre Penasse

(14) Albert Memmi, *Portrait du colonisé. Portrait du colonisateur*, Corrèa/Galimard, 1957/1985, p. 61.

(15) Ici en Occident. Il en est évidemment autrement au Liban et dans d'autres pays non-occidentaux d'immigration massive.

(16) Patrick Declerck, « Le sang nouveau est arrivé », *ibid.*, p.51.



Illustration: Nadia Berz

*Après 12 ans de collaboration, le magazine trimestriel Financité a été censuré par La Libre et a dû arrêter sa collaboration ?  
 En cause : leur refus de retirer le nom de la banque Degroof Petercam dans un article évoquant le financement belge des armes nucléaires.  
 Alain Siaens, administrateur de Degroof Petercam est aussi président du CA de IPM, groupe auquel appartient La Libre...  
 Oui, oui, les journalistes font ce qu'ils veulent, les actionnaires n'ont aucune influence sur la ligne éditoriale... Quand on est un toutou docile et qu'on sait ce qu'il faut dire et ne pas dire. Pour les autres? La soumission intéressée, la porte, la schizophrénie permanente ou la dépression.*

## VENEZUELA, EN TEMPS DE GUERRE

2013, mort de Chavez. L'opposition vénézuélienne en fait une opportunité pour tenter de faire basculer le pouvoir à son avantage, promouvant une insurrection conservatrice qui a l'avantage d'avoir pour elle les médias de masse, la menant malgré tout dans une impasse en 2017. Vivier d'une forme de lutte des classes dont on peine à entrevoir ne fût-ce que le début en Occident, le Venezuela condense les contradictions d'un processus révolutionnaire basé sur la rente pétrolière, d'un pouvoir en place qui tente de lutter contre la corruption qui a lieu en son sein même, alors qu'une grande partie de la population demeure dans la misère. Mais au-delà des contradictions, la lutte de ce peuple porte cette possibilité d'établir un socialisme réel et, peut-être (on souhaite que ce soit abordé dans un deuxième volet), de bâtir une société décente, qui effraye les États-unis et leurs alliés toujours prompts à maintenir les inégalités. Le documentaire *Venezuela, en temps de guerre*, expose la complexité d'un processus révolutionnaire, nous montrant tout autre chose que ce qu'on nous en dit ici, et offre ce souffle salvateur qui naît à la vue du niveau de conscience politique là-bas par rapport à la pauvreté de celle-ci ici.

Réalisation : Thomas MICHEL & Rafael ABRIL, Production : ZIN TV

Lien vers le film : <http://zintv.org/Venezuela-en-temps-de-guerre>,

Lien direct (youtube) : [https://www.youtube.com/watch?time\\_continue=2286&v=DUkC\\_pXjI5Y](https://www.youtube.com/watch?time_continue=2286&v=DUkC_pXjI5Y)

Projection le samedi 13 octobre 2018 au Pianofabriek, en présence de Maurice Lemoine, spécialiste de l'Amérique latine. Rue du Fort 35, 1060 Bruxelles.

## ON VOUS LE PROMET DEPUIS DES MOIS, LE NUMÉRO SPÉCIAL SUR L'ILLIMITATION SORTIRA EN AUTOMNE

**Vous pourrez y retrouver des contributions de Alain Adriaens, Robin Delobel, Emeline De Bouver, Pierre Lorquet, Bernard Legros, Jean-Luc Pasquinet, Alexandre Penasse, Michel Weber, Agnès Sinaï, ...**

- Le transhumanisme et ses discours médiatiques
- le déni de la différence des sexes et l'industrialisation de la procréation
- le nucléaire et le repoussement des limites...

**Avec notamment des illustrations de Gabrielle Lacombe, Sara Gréselle, Fabienne Loodts, Léonore Fresnois, Sophie Le Grelle, Émilie Dubois, Clarisse Decroyer, Anir Amsky, Léa Viana Ferreira.**

## AGENDA

**NOTEZ-LE DÉJÀ**  
 LE 15 SEPTEMBRE AU CENTRE CULTUREL DELVAUX, RUE GRATÈS, 3, 1170 BRUXELLES, KAIROS ACCOMPAGNE UNE INITIATIVE D'UN COMITÉ DE QUARTIER QUI ORGANISE UNE SOIRÉE-DÉBAT-DOCUMENTAIRE :

« COMPTEURS COMMUNIQUANTS, ÉCRANS/TABLETTES DANS LES ÉCOLES, 5G... : PEUT-ON ENCORE DIRE NON ? »

ABONNEZ-VOUS À KAIROS\*

\* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 — BIC TRIOBEBB, et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : [www.kairospresse.be/abonnement](http://www.kairospresse.be/abonnement)

(Abonnement belge à partir de 18 € pour un an et 6 numéros, 24 € pour la France, 30 € pour la Suisse)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER! PARTAGER!